

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 548

Mars-Avril 2023

60^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Face aux capitalistes et à leur Etat les manifestations-promenades ou le blocage ponctuel de l'économie ne suffisent pas!
- «Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme
- Le 8 mars doit redevenir un symbole de la lutte prolétarienne
- Tchèque: Quelques leçons de la grève chez Nexen Tire
- L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle? (2)
- Brésil: 100 jours de gouvernement Lula au service du capitalisme
- Venezuela. Une seule issue pour les prolétaires: la lutte des classes

Aux prolétaires russes et ukrainiens

PROLÉTAIRES DE RUSSIE ET D'UKRAINE !

Depuis une dizaine d'années, vous êtes bombardés par une étouffante propagande nationaliste et impérialiste, pour cela des mots comme les nôtres ne vous ont pas atteints et ne peuvent vous atteindre que difficilement. Toutefois nous voulons insister pour vous lancer cet appel car, tôt ou tard, en italien, en anglais, en français, en russe, ces mots finiront par vous parvenir. Cela vous réconfortera de savoir qu'en dehors de la Russie, de l'Ukraine et des pays qui soutiennent l'une ou l'autre des puissances belligérantes, il existe toutefois un groupe politique qui plonge ses racines dans le marxisme, dans le glorieux Octobre 1917, dans le formidable parti bolchévique de Lénine - que Staline a renversé - et dans la tradition du courant de la Gauche Communiste d'Italie, qui seul au monde, après le drame historique de la théorie du «socialisme dans un seul pays» et de la deuxième guerre impérialiste mondiale, a travaillé d'arrache-pied à la restauration de la doctrine marxiste et à la reconstitution du parti de classe international ;

(Suite en page 14)

Non à la «démocratie sociale»! Oui à la lutte de classe contre le capitalisme!

Dans une interview Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, vient de déclarer qu'il ne faut pas «faire croire aux salariés que c'est la succession des journées de mobilisation qui feront revenir le président de la République en arrière» (1). C'est pourtant exactement ce qu'il a fait, avec toute l'Intersyndicale, depuis 3 mois !

Après avoir reconnu l'échec de cette orientation, il a le front d'affirmer que «le combat n'est pas fini» parce qu'il y a la mobilisation du premier mai, la possibilité -très éventuelle- d'un référendum (une première demande ayant déjà été invalidée par le Conseil constitutionnel) et la possibilité de recourir au juge administratif pour contester les modalités d'application de la réforme... Autant dire de la poudre aux yeux !

Auparavant l'Intersyndicale avait fait croire que le parlement pouvait se substituer à la lutte et empêcher la réforme ; puis après son adoption définitive à la suite du rejet de la motion de censure, elle ne trouvait rien de mieux que de «demander solennellement» à Macron de ne pas promulguer la loi ! Pour ces véritables **pompier sociaux** c'était «le seul moyen de calmer la colère», «un choix de sagesse et d'apaisement». Et ils gémissaient sur le non respect de la «démocratie sociale» (2)!

Les faits démontrent que cette *démocratie sociale* n'est qu'une **illusion**, de même que la démocratie politique : ce qui existe sous le capitalisme c'est la **lutte entre les classes**, plus ou

(Suite en page 2)

IRAN: Arrestations, tortures, assassinats, disparitions et enterrements secrets: le régime confessionnel fondamentaliste utilise le talon de fer pour rester debout

Par vagues, les manifestations et la lutte contre le régime des ayatollahs ont caractérisé les deux dernières décennies, c'est-à-dire la période au cours de laquelle la poussée d'un capitalisme relativement jeune pour se développer à un rythme accéléré a encore aiguisé les contradictions d'un pays qui s'efforce de sortir des traditions confessionnelles avec lesquelles la nouvelle bourgeoisie iranienne s'est affirmée face au vieux régime du Shah, grâce aux grandes manifestations et aux grèves ouvrières prolongées contre le Shah. Un capitalisme qui, en se développant, ne pouvait que faire grossir de plus en plus la masse des travailleurs salariés, le prolétariat, dont l'exploitation intensive produit toute la richesse.

D'autre part, le développement du capitalisme ne pouvait se faire qu'en suivant l'intensification du commerce international, donc aussi en adoptant

les moyens de communication les plus modernes (radio, TV, internet) et d'éducation nécessaire pour développer non seulement le commerce, mais aussi la production industrielle dans tous les secteurs (pétrochimie, sidérurgie, automobile, métallurgie, mécanique, textile) et, en particulier, dans l'ingénierie et le nucléaire.

Quelques chiffres peuvent donner une idée de ce qu'est l'Iran d'aujourd'hui, soumise aux sanctions assez lourdes des USA et de ses alliés occidentaux. 75 % de la population vit dans les villes, mais 30 % de la population vit encore de l'agriculture sur un territoire cultivé à 10 % seulement (principalement pistaches et coton, dont elle est exportatrice mondiale, ainsi que céréales, orge, tabac, betteraves, canne à sucre), et de l'élevage (bovins, ovins et

(Suite en page 10)

Non à la «démocratie sociale»! Oui à la lutte de classe contre le capitalisme!

(Suite de la page 1)

moins ouverte, plus ou moins « brutale », mais menée de façon permanente par la bourgeoisie

Les capitalistes, dont un Macron n'est que l'agent, recherchent le maintien de la paix sociale et politique, parce que c'est la meilleure situation pour le bon fonctionnement de leur économie. En période de prospérité et de croissance économique ils en paient volontiers le prix sous la forme de réformes sociales et de petites améliorations diverses : ce ne sont que des miettes du profit capitaliste.

Mais quand arrivent des périodes difficiles, quand les crises économiques frappent, ces concessions leur deviennent intolérables ; alors sonne l'heure de la dégradation des conditions de vie et de travail, des baisses de salaire et de l'augmentation du chômage, des contre-réformes.

Quand les intérêts de l'économie et des entreprises capitalistes sont en jeu, les bourgeois et leur Etat n'hésitent jamais à redoubler les attaques et

à imposer ces intérêts par la force, quitte à bafouer les formes démocratiques et à bousculer leurs si utiles valets syndicaux. Si ces derniers s'en indignent (Martinez reprochait au gouvernement de « *marcher sur les syndicats* »), ils réaffirment aussitôt qu'ils sont « *attachés à un dialogue social de qualité* » (3).

CONTRE LE DIALOGUE SOCIAL, POUR LA LUTTE DE CLASSE !

Il est impossible de défendre vraiment les prolétaires si on privilégie le dialogue avec les adversaires de classe que sont les patrons, leur gouvernement et leur Etat. C'est ce qu'a démontré une fois de plus l'échec de la mobilisation actuelle, après l'échec des mobilisations précédentes : *attachés* au dialogue social, c'est-à-dire à la *collaboration de classe*, les appareils syndicaux sont en fait *attachés* par mille liens au statu quo social, au maintien et à la défense du système économique et social capitaliste et de l'ordre politique bourgeois dit « démocratique ».

C'est pourquoi ils orientent les mobilisations de façon à ce qu'elles se déroulent dans le « calme » et qu'elles gênent le moins possible le fonctionnement du capitalisme ; et, redoutant une « radicalisation », ils ne réagissent pas à la répression, font leur possible pour éviter l'extension des grèves et en définitive pour affaiblir le mouvement.

Une véritable lutte, ouverte et générale, menaçant réellement les intérêts capitalistes et ne se laissant pas arrêter par des limites légales et pacifiques, est indispensable pour faire échouer les attaques et arracher des concessions – avant de passer la contre-offensive ; mais il est impossible de compter pour cela sur les appareils syndicaux collaborationnistes, opposés par principe à la lutte de classe.

Les prolétaires, qui se sont mobilisés par millions, possèdent une force potentiellement immense, capable de faire échouer toutes les attaques, à condition de rompre avec les orientations de collaboration de classe pour se lancer dans l'affrontement classe contre classe !

23/04/2023

(1) cf *Le Monde*, 20/4/23 (2) Communiqué de l'Intersyndicale du 14/4 (3) Ibidem.

Face aux capitalistes et à leur Etat les manifestations-promenades ou le blocage ponctuel de l'économie ne suffisent pas : la véritable lutte de classe est nécessaire !

Le gouvernement, agissant pour les capitalistes (le MEDEF : « *la réforme est indispensable* »), est déterminé à mettre en œuvre l'attaque contre les retraites. Venant après l'attaque contre les chômeurs, et avant une nouvelle contre les prolétaires sans-papiers, elle fait partie des mesures anti-prolétariennes demandées, en France comme ailleurs, par les capitalistes pour restaurer le taux de profit moyen de l'économie face à une crise qui se traduit par des licenciements toujours plus nombreux et un appauvrissement continu des travailleurs. Le capitalisme ne connaît qu'un moyen pour surmonter ses crises : attaquer les prolétaires en augmentant leur exploitation et en les jetant à la rue. Les crises aggravent en même temps les rivalités entre les capitalistes et les Etats bourgeois jusqu'à se traduire par des guerres ouvertes comme l'Ukraine en est aujourd'hui l'exemple sanglant en Europe, à côté des affrontements meurtriers qui continuent en Afrique et au

Moyen-Orient. Déclarant vouloir se préparer à une guerre de « haute intensité » le gouvernement a annoncé son intention de dépenser 400 milliards sur 6 ans pour renforcer les capacités militaires du pays, au moment même où il veut imposer sa réforme au nom des économies indispensables à faire ! Les économies réalisées sur le dos des prolétaires serviront en partie à accroître le militarisme, à préparer la guerre et à engraisser les marchands de canons. Les intérêts prolétariens et les intérêts capitalistes sont incompatibles, même si toutes les forces bourgeoises et leurs valets veulent faire croire le contraire : elles appellent les prolétaires à accepter des sacrifices au nom d'un faux intérêt commun au dessus des classes, au nom de l'économie nationale ou de la « patrie » à défendre contre des ennemis étrangers.

Mais les prolétaires n'ont pas de patrie, ils sont solidaires des prolétaires étrangers et leur premier ennemi est leur propre bourgeoisie nationale !

LUTTE DE CLASSE ET NON « COHÉSION SOCIALE » !

On ne peut véritablement répondre aux attaques capitalistes que sur le terrain de la lutte ouverte, décidée, en tournant le dos aux appels à la « *cohésion sociale* » des directions syndicales (communiqué de l'Intersyndicale du 22/2) ; la cohésion sociale, qui est synonyme de paralysie du prolétariat, est le credo des bureaucrates syndicaux partisans de la collaboration de classe : c'est pourquoi ils ont décidé d'écrire à tous les élus de « *l'arc républicain* » (donc, conformément à leur soutien à Macron lors de la présidentielle, y compris aux élus de droite et au macronistes) pour qu'ils ne votent pas la loi ! C'est pourquoi ils s'ingénient à proposer d'autres moyens ou d'autres réformes pour résoudre le « problème ». Mais ce n'est pas aux prolétaires de proposer des solutions aux problèmes financiers bourgeois ; et ce n'est pas du parlement et des députés bourgeois qu'ils peuvent attendre la satisfaction de leurs revendications, mais uniquement de leur lutte – à condition que ce soit une lutte réelle, **classe contre classe** !

Les manifestations-promenades, si imposantes soient elles, sont impuissantes de même qu'un « blocage » du pays pendant une seule journée ou des grè-

«Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme

«*Révolution Permanente*» (RP) est une nouvelle organisation trotskyste très active dans les luttes actuelles, avec un discours d'apparence plus combative que celui des organisations traditionnelles du style NPA, LO, POI -POID (les frères ennemis du Lambertisme). Qu'en est-il en réalité ?

RP s'est constituée comme organisation indépendante en décembre dernier; auparavant elle faisait partie du NPA, en tant que tendance «de gauche» créée en 2010 par des militants de la «Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale» (FT-QI), un regroupement trotskyste international surtout présent en Amérique Latine et dont la principale section est le PTS (Parti des Travailleurs Socialistes) argentin (1). Cette tendance, le «Courant Communiste Révolutionnaire», a donc été membre du NPA pendant plus de 12 ans pour «refonder» celui-ci afin qu'il devienne «un outil pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs qui ait la lutte de classe comme centre de gravité».

Pourquoi alors le CCR est-il resté pendant plus de 12 ans dans un parti qui selon ses propres dires n'était pas révolutionnaire ni n'avait la lutte de classe comme centre de gravité, sinon parce que pour lui ces caractéristiques du NPA n'étaient pas si importantes ?

Dans une vidéo de septembre 2020 la porte-parole du CCR expliquait que leur objectif était de faire du NPA «un outil de recomposition de l'extrême gauche qui reprend l'audace tactique de Trotsky, pour construire en Fran-

ce un parti révolutionnaire puissant qui soit composé de militants de traditions différentes (...)» (2). Bref un parti qui serait puissant parce qu'il regrouperait des militants aux positions différentes: au diable l'homogénéité programmatique et politique, vive l'auberge espagnole comme l'a été le NPA dès sa fondation !

La cause immédiate de la rupture avec celui-ci a été une question électorale, RP ayant décidé de présenter son propre candidat aux Présidentielles alors que Poutou était le candidat officiel du NPA; la rupture n'a rien eu de principal, de programmatique ou de classiste et d'ailleurs si RP dénonce une «droitisation» du NPA, cela ne l'empêche pas de se plaindre d'avoir été injustement exclue de cette pétaudière...

En réalité il y a belle lurette que non seulement le NPA, mais tout le courant qui en est l'origine et qui porte le nom de trotskysme, s'est «droitisé». Sous ses innombrables variantes, ce courant qui porte, bien à tort, le nom du chef de l'Armée rouge, n'a retenu de ce dernier que les lourdes erreurs «tactiques» et les manœuvres commises au cours des années trente dans ses tentatives désespérées d'accroître artificiellement la force des groupes militants révolutionnaires :

entrisme dans les partis sociaux-démocrates, défense de la démocratie, etc. Après l'assassinat de Trotsky ses partisans engagés sur cette pente fatale, se sont éloignés toujours davantage du marxisme et du communisme révolutionnaire; ils ont fini par se satelliser autour des partis réformistes, au nom du «front unique» et de la défense de l'Union Soviétique et des Etats dits «ouvriers».

La présence internationale de ce courant et son succès relatif tiennent au fait qu'il remplit une fonction utile à l'équilibre de l'échiquier politique bourgeois: paralyser les prolétaires poussés à rompre avec l'influence et l'encadrement des appareils contre-révolutionnaires et les ramener dans leur giron. Les partis appartenant à ce courant que les bolcheviks appelaient «centrisme» et qu'ils considéraient comme le principal obstacle à la formation d'authentiques partis révolutionnaires communistes, combinent une phraséologie révolutionnaire nécessaire pour séduire les prolétaires les plus combattifs à une pratique opposée, suiviste par rapport aux forces de l'«opportunisme» contre-révolutionnaire.

RP qui prétend construire une organisation révolutionnaire, correspond précisément à cette définition comme nous allons le constater.

Si l'on examine les textes publiés lors de sa fondation on ne trouve aucun programme théorique ou politique digne de ce nom. Ce qui en tient lieu c'est un texte intitulé: «*Bases politiques pour une nouvelle organisation révolutionnaire*» (3). Il dresse le tableau d'«un long processus de radicalisation parmi les travailleurs et la jeunesse» dans le cadre d'un «nouveau cycle de lutte des classes» qui se serait ouvert en France depuis 2016. Arrêtons-nous un moment à cette année; il y avait eu alors le long mouvement contre la «loi El Khomri» (ou «loi travail») du gouvernement PS, loi qui avait l'objectif de réformer le code du travail pour mieux répondre aux besoins des entreprises. L'échec du mouvement dû au sabotage des directions syndicales permit par la suite la promulgation des décrets Macron en 2017 qui aggravaient les mesures prévues dans la loi.

En marge des luttes contre la loi El Khomri était apparu le mouvement «Nuit debout» dont les figures de proue étaient le journaliste cinéaste François Ruffin et l'économiste philosophe Frédéric Lordon (4); selon RP «Nuit Debout» (ND) faisait partie de «l'expression d'une certaine cons-

ves reconductibles isolées. En 1995 c'est une **grève illimitée** à la SNCF avec **occupation** des lieux de travail (gares, etc.) et **arrêt complet** du trafic, **extension aux autres entreprises**, qui au bout de 3 semaines obligea le gouvernement à retirer son projet de liquidation des régimes spéciaux de retraite et de suppression de milliers d'emplois de cheminots : voilà l'exemple à suivre !

Il est possible de faire échec aux attaques bourgeoises, mais à condition de mener la lutte avec des méthodes et des objectifs de classe : grève illimitée dirigée par des comités de grève élus par les travailleurs et se coordonnant entre eux, piquets de grève effectifs, occupation des locaux, extension du mouvement pour la défense exclusive des intérêts prolétariens, etc.

Années après années, les faits ont démontré que laisser le sort de la lutte aux mains des directions syndicales collaborationnistes, unies ou non, ne conduit qu'à la défaite ; il est plus que temps de rompre avec les orientations de collaboration de classe, de s'organiser in-

dépendamment des larbins de la bourgeoisie et de s'engager dans la véritable lutte de classe !

Contre la « réforme » des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, lutte de classe en rupture avec les orientations pro-capitalistes des organisations syndicales et politiques collaborationnistes ! Union dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés ! Réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux ! Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal ! Régularisation des travailleurs sans papiers !

Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en fraternité avec les prolétaires du monde entier !

«Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme

(Suite de la page 3)

science anticapitaliste avec une aspiration à des formes de démocratie directe et de radicalité».

Cette caractérisation est significative de l'activisme immédiatiste de RP marquée par l'absence de position de classe dans les analyses; attirée par un mouvement qui rassembla plusieurs milliers de personnes pendant quelques mois, elle met de côté la nature petite bourgeoise de ce mouvement pacifiste et «citoyen» qu'un sociologue avait bêtement appelé «*le premier mouvement social post-marxiste*» parce que comme tous les mouvements de ce type il prétendait être au-dessus des classes et de la lutte des classes...

Bien loin d'être l'expression d'un processus de radicalisation anticapitaliste, ND était gros d'un nouveau réformisme de base dans une situation marquée par la forte désillusion vis-à-vis des partis de gauche traditionnels, en commençant bien sûr par le PS. En Espagne un mouvement similaire donna naissance au parti «Podemos» qui entend revitaliser le réformisme; en France c'est «La France Insoumise» qui s'attelle à la même besogne. L'apparition de forts mouvements petits bourgeois ou interclassistes peut bien être le signe de la montée des tensions sociales et de l'affaiblissement à un moment donné du cirque politique bourgeois, cela n'entraîne pas nécessairement ni automatiquement une radicalisation des prolétaires ni un affaiblissement de la domination politique de la bourgeoisie comme le démontre le cas espagnol.

A la radicalisation qu'elle décrit, répond selon RP la «*passivité et le scepticisme*» de l'extrême gauche «*plus affaiblie et plus marginale que jamais*», incapable de «*politiques audacieuses menées dans les mouvements depuis 2016*». Devant ce marasme «*poser aujourd'hui la nécessité d'une refondation de la gauche révolutionnaire est décisif*» sinon «*le risque est grand que la crise économique et politique et même les phénomènes embryonnaires de radicalisation politique à l'œuvre au sein du prolétariat conduisent à la démolition de notre classe et soient capitalisés par des variantes réactionnaires d'extrême-droite*» ! Difficile de ne pas voir ici l'écho des craintes classiques des petits bourgeois démocrates que la radicalisation des prolétaires ne les conduise au fascisme si elle n'est pas canalisée...

La nouvelle organisation qui comble ce vide, est paraît-il, révolutionnaire: elle revendique en effet le «*renversement de l'Etat bourgeois*». Pour le remplacer

par quoi ? Par «*un pouvoir démocratique de la majorité exploitée, à travers de ses organes d'auto-organisation*». Le mot «dictature du prolétariat» que tous les opportunistes, tous les révisionnistes du marxisme ont toujours rejeté, est trop difficile à prononcer pour nos «révolutionnaires» ! Mais est-ce le mot ou la chose qui leur fait peur ? RP avance la perspective d'un «*bloc ouvrier et populaire, unissant tous les exploités et opprimés*» c'est-à-dire d'une alliance interclassiste, pour «*vaincre le bloc bourgeois aujourd'hui rassemblé derrière Macron*». Ce n'est plus du marxisme, c'est du mélanchonisme ! Comment se fera la révolution ? Par «*la transformation d'un mouvement social en grève générale politique, qui paralyse la marche de l'économie capitaliste et pose le problème de qui dirige la société*».

Le problème étant posé comment sera-t-il résolu ? Nous n'en saurons pas plus.

Lénine écrivait dans «L'Etat et la révolution»: «*La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de cette propagande, de cette agitation*». Pour les révolutionnaires en peau de lapin de RP il est inconcevable de faire cette propagande, d'expliquer avec Lénine que: «*sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois*», de parler d'insurrection armée, de recours à la violence pour écraser les forces bourgeoises et la contre-révolution. Elle préfère diffuser la vieille illusion de la grève générale pacifique qui, on ne sait comment, ferait disparaître le capitalisme.

Encore un point à relever: RP veut mener un combat politique «*pour imposer les idées révolutionnaires dans le débat national [?] en se servant pour cela des élections*». En prétendant utiliser le cirque électoral pour «imposer» les positions révolutionnaires, elle **cache** aux yeux des prolétaires qu'il s'agit d'un mécanisme bien rôdé au service de la domination bourgeoise: au lieu de combattre les illusions trop répandues sur les élections, elle les **renforce**!

Nous avons déjà illustré son réformisme dans la question cruciale de l'Etat lorsqu'elle appelait en 2014 à une «*réelle mobilisation populaire de fond*» pour des «*réformes constitu-*

tionnelles» démocratiques (5)...

Pacifiste, électoraliste et réformiste, RP qui prétend sans rire «*réhabiliter un marxisme vivant*» en réalité **trahit** complètement la doctrine marxiste authentique.

* * *

Il nous reste à dire quelques mots de son action pratique dans les luttes. RP affirme vouloir mener un «*combat à mort*» contre la bureaucratie qui est «*un agent du patronat à l'intérieur du mouvement ouvrier*», pour lui «*arracher le contrôle des syndicats*» et pour l'«*auto-organisation*» des travailleurs.

Fortes paroles, mais pas suivies d'effets.

A l'automne 2019 lors de la grève sauvage du Technicentre de Châtillon, elle resta silencieuse devant le blocage par SUD-Rail (où elle a des militants) de l'appel des grévistes à l'extension de la lutte à tous les cheminots et qui appela à la reprise du travail au nom du «*dialogue social*» (6). Au contraire elle valorise l'action de SUD-Rail dans le conflit (7) ! En décembre 2019 la coordination RATP-SNCF à Paris où ses militants (délégués syndicaux de SUD-Rail) ont joué un rôle-clé et qui semble-t-il avait étouffé la formation d'un comité de grève à la RATP, en refusant d'appeler à une direction alternative, en détournant la colère des cheminots et traminots contre la CFDT (opposée au mouvement) et dans des «actions spectaculaires» sans intérêt, a en fait servi de **couverture** au sabotage de l'intersyndicale. Pendant tout ce mouvement contre la réforme des retraites, la position de RP a été d'appeler à un «*plan de bataille*»; elle **cachait** ainsi aux prolétaires que le problème avec l'intersyndicale n'était pas qu'elle manquait d'un bon plan de bataille, mais qu'elle ne voulait pas se battre ! Autrement dit-elle cachait que si l'intersyndicale privilégiait toujours le dialogue social à la lutte, comme l'avait avoué ingénument SUD, c'est parce que ces organisations sont intégrées dans le réseau serré de collaboration de classe, et qu'il faudra contre ces appareils reconstituer des **organisations de classe**.

Dns les luttes actuelles RP suit la même orientation; bien loin de mener une «lutte à mort» contre les bureaucraties syndicales, elle se contente de critiquer leur «*manque de détermination*» et leur «*stratégie*». Mieux (ou pire !), elle n'hésite pas à les appeler à la rescousse: «*Martinez et Berger doivent aller soutenir les raffineurs sur les piquets !*» écrit-elle ainsi le 23/3 en appelant la CGT et la CFDT à condamner les réquisitions – ce que ces syndicats ont d'ailleurs fait...

Mais nous dira-t-on, RP a lancé un appel à la constitution d'un «*réseau pour la grève générale*» et de «*comités d'action pour la grève générale*» pour dépasser l'intersyndicale qui «*ne par-*

vient pas à insuffler à la majorité de la population active» conviction et détermination. Cet appel s'adresse «aux secrétaires en lutte, aux syndicats combattifs et aux coordinations interpro». Cela sonne très radical, mais si cet appel rencontra un écho réel il reviendrait non pas à ce que les travailleurs prennent en mains la lutte, mais que le fassent certaines structures syndicales pseudo-combatives (SUD...) et certains groupes qui leur sont liés. La petite expérience que nous avons des AG interpro ne laisse guère de doute à ce sujet. Une grève générale qui ne serait pas menée sur des orientations de classe ne mènerait qu'à l'échec...

Le refus de combattre ou dénoncer frontalement l'emprise des appareils syndicaux collaborationnistes (qui s'explique par la présence en leur sein de quelques-uns de ses militants), s'accompagne d'une appréciation apocalyptique de la situation sociale: après le vote du 49.3 nous serions en effet entrés dans un «moment pré-révolutionnaire» pouvant devenir «même révolutionnaire» (8)!

Paradoxalement, cette analyse d'un optimisme délirant démontre d'une façon aveuglante le **réformisme foncier** de RP; les revendications qu'elle avance dans une telle situation ne vont en effet pas plus loin que le réformisme le plus creux: démission de Macron, changement de constitution, «*défense d'un programme démocratique radical face au pourrissement des institutions autoritaires de la République bourgeoise, qui facilite la lutte pour un gouvernement des travailleurs et des classes populaires*».

Nous ne saurons pas ce que serait un tel gouvernement hybride et comment il apparaîtrait, sinon qu'il serait le fruit de la démocratie. Le marxisme a expliqué dès le début que la démocratie est une forme bourgeoise; elle avait une valeur révolutionnaire face au féodalisme basé sur l'inégalité des individus selon leur naissance, elle n'en a plus aucune face au capitalisme développé.

Croire ou faire croire qu'un «programme démocratique» peut être révolutionnaire dans les conditions de la domination bourgeoise complète (comme le soutenait Moreno), c'est ou bien retarder de deux siècles, ou bien plutôt s'aligner sur l'idéologie dominante; dans les deux cas c'est s'opposer à la perspective de la révolution **communiste**, c'est-à-dire à la seule voie de l'émancipation prolétarienne.

La conclusion est donc sans appel: malgré tout son activisme tapageur, RP ne peut constituer un quelconque point d'appui pour les prolétaires en lutte, mais un facteur de **confusion** et donc d'**affaiblissement**.

(Suite en page 6)

Le 8 mars, une journée de lutte prolétarienne devenue une fête bourgeoise de solidarité entre les classes, doit redevenir un symbole de la lutte prolétarienne

Le 8 mars 1917 (23 février du calendrier russe), les femmes prolétaires de Petrograd, menées par les ouvrières du textile, sont descendues dans la rue pour lutter contre les dures conditions de vie qu'elles subissaient à cause de la guerre, des bas salaires, du manque de nourriture, etc. Ce soulèvement, origine réelle de la future commémoration de la **journée des femmes prolétaires**, a donné le signal à la plus grande révolution que l'histoire ait connue, celle qui a porté le parti bolchevique au pouvoir, au renversement de l'État bourgeois, à la victoire des soviets d'ouvriers et de paysans et à l'appel le plus large à l'insurrection prolétarienne mondiale.

Ce 8 mars, dans une Russie encore dominée par la monarchie tsariste qui l'avait amenée à participer à la première guerre mondiale aux côtés des puissances impérialistes française et britannique, les femmes prolétaires ont donné un exemple qui, en peu de temps, a provoqué l'élargissement des révoltes tant dans les usines que sur le front, où des milliers de soldats ont joué un rôle décisif dans le renforcement du pouvoir ouvrier qui s'élevait à travers les soviets.

Les femmes prolétaires souffraient non seulement des rigueurs de la vie ouvrière en temps de paix, mais aussi des conditions particulièrement dures créées par la guerre impérialiste, la pénurie de nourriture, de vêtements et de logements: tandis que les hommes travaillaient jusqu'à l'épuisement dans les usines transformées en centres de production pour l'industrie de guerre, elles portaient sur leurs épaules les conséquences d'une existence intolérable à l'être humain, imposée au nom des intérêts supérieurs du pays et des besoins de l'économie nationale.

Ces femmes prolétaires ne se sont pas soulevées au nom d'une «égalité» abstraite, elles ne se sont pas dressées contre la police tsariste pour défendre les intérêts de toutes les femmes, indépendamment de leur appartenance de classe sociale. Elles se sont soulevées, elles ont combattu et elles sont mortes en tant que prolétaires, et ainsi par leur exemple elles ont appelé le reste des prolétaires de Russie et du monde entier à se soulever et à lutter contre la guerre impérialiste, contre toutes les factions bourgeoises, contre toutes les patries et contre tous les États dans tout le monde.

Leur action n'a pas été vaine. Avec la révolution de février, le pouvoir tsariste s'est effondré et s'est ainsi ouvert le premier épisode de la révolution russe. Dès lors, les forces prolétariennes ont combattu les partis bourgeois qui avaient conduit les travailleurs à l'abandon non plus au nom de la couronne et de la tradition russe, mais de la démocratie et de la liberté avec lesquelles la bourgeoisie cherchait à gouverner le pays. Elles s'opposèrent également aux prétendus courants prolétariens, comme les mencheviks, qui voulaient soutenir l'État bourgeois en modernisant sa structure sociale, en cherchant des accommodements parlementaires pour que les prolétaires acceptent en échange de continuer à être exploités et à servir de chair à canon sur le front. En quelques mois, les prolétaires russes ont vu se développer tous les arguments et prétextes religieux, autoritaires, démocratiques et libéraux pour que l'ordre social soit maintenu au prix de leurs efforts et de leur sang. La leçon que les prolétaires en ont tirée, est que la classe prolétarienne doit lutter pour imposer sa dictature de classe, sinon elle sera toujours soumise à la dictature de l'ennemi de classe; cela leur a donné la force d'imposer, avec le parti bolchevique, le premier véritable État prolétarien de l'histoire. À partir d'octobre 1917 et pendant plusieurs années, Petrograd et Moscou ont été le symbole du pouvoir révolutionnaire du prolétariat et les prolétaires de tous les pays y ont vu un exemple de ce que la classe ouvrière pouvait faire.

L'origine du 8 mars est la célébration de la grande révolution victorieuse du prolétariat. Et elle est célébrée au nom de la femme prolétaire parce que de la force que possède cette moitié de la classe ouvrière, de la colère et de la haine envers la bourgeoisie qui l'habitent, a jailli la première étincelle insurrectionnelle. La femme prolétaire, subissant doublement les rigueurs du monde capitaliste, qui ajoute à l'exploitation économique l'oppression sociale imposée par sa condition, fut à juste titre la première à se révolter contre la situation subie par tout le prolétariat russe et européen en 1917. Et c'est cette date et cette lutte que nous, communistes, défendons aujourd'hui, plus d'un siècle après, et que la classe prolétarienne devrait

(Suite en page 6)

Le 8 mars, une journée de lutte prolétarienne

(Suite de la page 5)

porter comme drapeau si leur sens n'avait pas été perverti, falsifié et détourné pendant tant d'années.

Aujourd'hui, le 8 mars est un jour de fête entre les mains des banquiers, des entrepreneurs et des ministres. Même les reines le célèbrent. C'est devenu une date que les femmes prolétaires sont appelées à célébrer aux côtés de leurs oppresseurs, main dans la main avec eux pour défendre des droits dont les travailleuses ne peuvent jamais vraiment jouir dans la société bourgeoise. La liberté et l'égalité revendiquées cette journée-là sont la liberté et l'égalité des femmes bourgeoises vis-à-vis des hommes bourgeois: la liberté d'exploiter le travail, l'égalité de diriger l'État pour la défense exclusive des intérêts de leur propre classe sociale, l'unité des deux sexes pour envoyer une fois de plus les prolétaires s'entretuer sur les fronts de guerre pour défendre les intérêts supérieurs de la nation.

Que reste-t-il à la femme prolétaire ? Au-delà des célébrations institutionnalisées, au-delà des ministères féministes ou des gouvernements progressistes, les travailleuses continuent d'être

soumises à une condition sociale pesante: salaires toujours plus bas, prix toujours plus élevés, difficultés à se loger, à élever les enfants, etc. A cela s'ajoute la pression spécifique qu'elles subissent comme femmes, tant dans les pays où leurs droits les plus élémentaires leur sont déniés (comme en Iran où la dernière vague de protestation a débuté par le meurtre d'une jeune femme kurde pour ne pas avoir porté le voile selon les règles imposées!), que dans ceux où ces droits sont légalement reconnus mais sont sans cesse bafoués par la force d'une réalité où les femmes continuent d'occuper une place subalterne.

Le 8 mars 1917 était une date de lutte pour la classe prolétarienne; le 8 mars bourgeois d'aujourd'hui est une célébration de la solidarité entre les classes, et donc de la soumission des femmes prolétaires aux exigences de la classe bourgeoise dans son ensemble. Le triomphe de mouvements comme le mouvement féministe, reconnu dans un pays comme l'Espagne en tant qu'inspirateur de l'État, n'est que le triste triomphe de la mobilisation des femmes prolétaires derrière la bannière de l'unité nationale. Dans une période où la paix obtenue après la seconde guerre mondiale, tant

à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières des Etats, semble montrer des premiers signes d'épuisement, la mobilisation sur un terrain interclassiste de la classe prolétarienne est essentielle à la bourgeoisie pour l'éduquer à accepter les exigences qu'elle pourrait avoir besoin de lui imposer. L'exaltation de valeurs apparemment placées au-dessus des classes sociales, telles que l'égalité, les soi-disant solidarités entre «sœurs», etc., servent de drapeaux pour illusionner certains secteurs prolétaires, en l'occurrence les femmes, et les éloigner du camp de la lutte de classe.

Après la défaite de la révolution prolétarienne en 1917 face à ses ennemis extérieurs et intérieurs, ouvertement bourgeois ou déguisés en communistes comme le fut le stalinisme, les décennies suivantes et jusqu'à aujourd'hui, ont été marquées par une contre-révolution permanente et préventive. Dans cette contre-révolution, que la bourgeoisie mène par tous les moyens et à tout moment contre toute tentative de lutte indépendante du prolétariat en cherchant à le démobiliser avant même qu'il n'émerge, des courants comme le féminisme, qui promettent aux femmes prolétaires une issue aux problèmes de leur condition sans qu'il soit nécessaire de liquider le système capitaliste, agissent comme paralysant social très puissant, visant à in-

«Révolution Permanente»

(Suite de la page 5)

Notes:

(1) Le PTS et la FT-QI viennent du «morenisme», du nom du militant trotskyste argentin Nahuel Moreno dont la trajectoire politique fut toujours placée sous le signe de l'opportunisme le plus éhonté: depuis l'entrisme dans le péronisme (parti bourgeois nationaliste) dans les années 50, à la «révision» ouverte des positions de Trotsky et Marx, à l'intégration dans l'union nationale contre «le terrorisme et la subversion», la dénonciation des grèves qui risquaient d'affaiblir le gouvernement péroniste, jusqu'aux compromissions avec la sanglante dictature du général Videla (appelée par lui en 1976 «la dictature la plus démocratique d'Amérique Latine» – voir *Le Prolétaire* n°232) – ce qui n'empêcha pas son parti, le PTS, d'être interdit comme tous les autres partis et de subir la répression.

En 1982 Moreno fonda le MAS (Mouvement vers le Socialisme, aujourd'hui disparu) qui avec la quasi-totalité des partis de gauche et d'«extrême» gauche, guérilleros y compris, soutint la guerre de la dictature

pour conquérir les Îles Malouines. Après le retour pacifique à la démocratie bourgeoise en décembre 1983, (qualifié par lui de «révolution démocratique») le MAS se développa peu à peu au point de devenir le plus important parti d'«extrême gauche» argentin. Le PTS naquit d'une scission du MAS en 1988 qui reprit le nom de l'ancien parti en revendiquant l'héritage de Moreno (mort l'année précédente). Mais quelques années plus tard, tout en demandant son adhésion au regroupement international moreniste (la LIT-QI), il annonçait se démarquer de cet héritage et revenir aux positions trotskystes traditionnelles. Aujourd'hui l'activité principale du PTS se mène depuis 2011 dans le cadre 'un front électoral avec d'autres partis trotskystes et morenistes, le «Frente de Izquierda-Unidad» (Front de Gauche-Unité) qui a un programme réformiste classique (nationalisations, etc). Le FIT-U a obtenu 5,4% des voix et 4 députés aux législatives de 2021.

La «Tendance Claire», une autre tendance «de gauche» du NPA que nous avons déjà eu l'occasion d'épingler, a elle aussi été un moment liée à la FT-QI avant de se rapprocher de la LIT-QI. Lors des dernières présidentielles cette tendance plutôt... trouble, décida de soutenir Mélenchon et de faire de l'entrisme dans «La France Insoumise» –

tout en continuant à appartenir au NPA

(2) <https://www.revolutionpermanente.fr/Trotsky2020-hommage-internationaliste-aux-80-ans-de-son-assassinat...>

(3) <https://www.revolutionpermanente.fr/Bases-politiques-d-une-nouvelle-organisation-revolutionnaire>

(4) Ruffin est depuis devenu député de la NUPES. Lordon était présent comme invité au Congrès de RP où il déclara «il est vital de tout niquer, mais avec méthode» en expliquant qu'il faut convaincre une partie de la bourgeoisie en lui faisant comprendre que «dans ses intérêts matériels il entre aussi ses intérêts de terrestre».

(5) cf. *Le Prolétaire* n°518. Polémique avec Mélenchon et son projet de VIème République, ils écrivaient qu'il ne remettait pas en cause «la caractéristique centrale» du régime actuel qui est... le caractère de classe bourgeois de l'Etat ? Vous n'y êtes pas: «la fonction présidentielle» !

(6) cf. *Le Prolétaire* n°535.

(7) <https://revolutionpermanente.fr/SNCF-Retour-sur-la-greve-du-technicien-de-Chatillon-qui-a-paralyse-la-moitie-de-la-France?fbclid=IwAR2f7J6>

(8) <https://www.revolutionpermanente.fr/Bataille-des-retraites-Du-moment-Berger-au-moment-pre-revolutionnaire>

hiber toute forme de réponse qui pourrait être apportée aux problèmes spécifiques des femmes sur le terrain de la lutte de classe, par l'affrontement avec la classe bourgeoise et la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat dans son ensemble. Aux questions qui affectent particulièrement la vie des femmes prolétaires, le féminisme, aujourd'hui idéologie d'État, répond en réclamant la «fin des discriminations», l'«égalité», etc. Lorsque des femmes prolétaires perdent leur emploi parce qu'elles tombent enceintes, la bourgeoisie, usant de la doctrine féministe, invoque la «coresponsabilité parentale». A la violence sociale sourde et continue que subissent les femmes à la maison, au travail ou dans la rue, la bourgeoisie répond en redoublant les lois ultra-répressives qui permettent à l'Etat de renforcer son rôle policier. Et toujours ainsi de suite.

Du 8 mars 1917 à aujourd'hui, plus d'un siècle s'est écoulé. Nous sommes loin d'épisodes tels que celui écrit ce jour-là par les femmes prolétaires de Petrograd. Et ce n'est pas tant à cause du temps qu'à cause de la profondeur d'une contre-révolution qui a plongé la classe prolétarienne dans la plus terrible des défaites, l'empêchant même de se référer aux grands événements de sa lutte de classe pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Mais tôt ou tard, les forces telluriques enfouies de la société, celles-là mêmes de la division en classes sociales opposées, tendent à éroder tout tampon susceptible d'absorber la tension qui existe entre elles, et elles finiront par faire trembler les fondements de la paix sociale. A l'horizon, peut-être pas immédiat mais proche, les nuages annonçant la tempête de la guerre réapparaissent. Partout, les bourgeoisies nationales se préparent à engraisser la machine de propagande avec laquelle elles entendent bombarder la classe prolétarienne. Et, pendant ce temps, les conditions de vie du prolétariat continuent à se détériorer...

Pour les marxistes, la perspective révolutionnaire ne se concentre pas sur la durée d'une seule vie humaine, mais sur les rythmes historiques qui s'accroissent ou se ralentissent, mais qui marchent toujours vers le triomphe ultime de la société sans classes. C'est pourquoi nous sommes absolument sûrs que le 8 mars prolétarien reviendra avec toute la force d'une classe prolétarienne qui semble aujourd'hui vaincue, mais se soulèvera à nouveau, comme les ouvrières russes de 1917, contre la guerre et la misère et pour la révolution sociale.

**Vive le 8 mars prolétarien !
Pour la reprise de la lutte des classes !**

8/03/2023

Correspondance

Tchéquie: quelques leçons de la grève chez Nexen Tire

Cette année, une grève a eu lieu en Tchéquie. Pour les travailleurs et les camarades hors du pays, cette information peut sembler anodine, car les grèves sont assez courantes ailleurs, mais en Tchéquie, il s'agissait de la première grève au sens plein du terme depuis 8 ans. Par conséquent, lorsque le conflit de quatre ans sur la conclusion de la convention collective à l'usine Nexen Tire a culminé le 31 janvier 2023 avec l'annonce d'une grève, certains l'ont décrit comme un tournant.

Lorsque la grève s'est terminée par un accord au bout de sept jours (7 février 2023), certains ont parlé de la grève comme d'un élément déclencheur qui aurait pu déclencher une vague d'autres grèves et relancer des années de lutte économique stagnante. De toute évidence, il était excessif d'attendre d'une telle grève, dans un pays où les grèves ne se produisent presque jamais, qu'elle change le rapport de force entre le prolétariat et les forces de conservation bourgeoises.

Mais si l'on regarde ce qui a précédé la grève et comment elle a été menée, on ne peut pas partager tout cet enthousiasme. Certes, 7 jours de grève consécutifs dans une grande usine comme Nexen Tire, ce n'est pas rien, même si cela démontre la force que possèdent encore les syndicats, une force que seule la collaboration de classe (voir ci-dessous) peut donner à des organisations qui se présentent comme représentant les intérêts des travailleurs mais qui, en réalité et dans toutes les situations, défendent les intérêts des entreprises et de l'Etat bourgeois. Cela constitue un obstacle majeur que les salariés doivent et devront surmonter pour défendre leurs intérêts économiques les plus élémentaires. En tout cas, ce que le plus grand syndicat de l'industrie, OS KOVO, n'a pas obtenu en quatre ans de prétendues négociations, les travailleurs ont réussi à l'arracher - même si ce n'est que très partiellement par rapport aux revendications formulées il y a un an - en se mettant finalement en grève à durée indéterminée.

NEXEN TIRE

Nexen Tire exploite quatre usines en Asie: deux en Corée, une en Chine et, en Europe: une en République tchèque, près de Žatec en Bohême, dans la zone industrielle stratégique dite du Triangle, un site à partir duquel elle peut fournir des pneus à pas moins de 30 constructeurs automobiles dans un rayon de 400

kilomètres, et où elle emploie 1.100 personnes. Ce dernier a été achevé en 2017, après avoir reçu de l'Etat tchèque une généreuse incitation à l'investissement (la deuxième plus importante jamais accordée) pour lancer ses activités: 3,6 milliards CZK (152.000 000 €), des terrains au prix symbolique d'un euro le mètre carré, un abattement fiscal de 2 milliards CZK (85.000.000 €) et 200.000 CZK (8.500 €) pour chaque emploi créé.

Néanmoins, les salaires n'ont pratiquement pas augmenté depuis le début de la production en 2018. Aujourd'hui, le salaire de départ d'un magasinier n'est que de 22.700 CZK (soit 960 €), à peine supérieur au salaire minimum de 17.300 CZK (soit 724 €) et bien en dessous du salaire moyen de la région, qui est de 37.300 CZK (soit 1.580 €).

LA GRÈVE COMME «DERNIER RECOURS»

La première observation concerne l'obstacle du délai légal nécessaire pour être autorisé à déclencher une grève.

Le plus grand syndicat de l'industrie métallurgique, OS KOVO, n'a conduit les ouvriers à la grève qu'après quatre ans de négociations infructueuses et un an après le préavis de grève, dans le but de conclure une nouvelle convention collective.

En octobre 2022, malgré le nombre suffisamment de voix recueillies pour déclencher la grève (620 travailleurs sur un total de 1.100 ont voté oui), le syndicat a attendu 4 mois de plus en multipliant les manœuvres évasives, en organisant de nouvelles négociations avec la direction et en proposant même de revenir sur l'augmentation salariale de 8,3 % demandée en acceptant une proposition de compromis du médiateur d'une augmentation de seulement 2,3 % ! Tout cela, affirmèrent les bonzes syndicaux, pour éviter l'accusation de ne pas avoir utilisé toutes leurs options et de ne pas avoir voulu... se conformer à la loi.

Ces syndicats veulent que la grève soit perçue «*toujours comme le dernier instrument pour faire respecter les droits des salariés*», ainsi que le dit Roman Īurèò, président du syndicat OS KOVO, et comme ils le répètent eux-mêmes à l'envi, parce qu'ils sont les défenseurs de la paix sociale !

Le fait que la grève soit «d'ultime instrument» s'accorde aussi avec les lois

(Suite en page 8)

Correspondance

Tchéquie: Quelques leçons de la grève chez Nexen Tire

(Suite de la page 7)

strictes imposées par la bourgeoisie - contre lesquelles les syndicats ne se sont jamais opposés - pour régler l'organisation des grèves. En bref, en Tchéquie, une grève ne peut être déclenchée que si les parties ne réussissent pas à conclure une convention collective. Mais elle ne peut pas être déclenchée si l'employeur ne respecte pas la convention collective ou prolonge délibérément les négociations.

En fait, le syndicat doit remplir plusieurs obligations avant de pouvoir appeler à la grève:

- Il doit tenter de résoudre le conflit par l'intermédiaire d'un prétendu médiateur.

- Il doit organiser un scrutin de grève - au moins 50 % de tous les employés doivent participer au scrutin et au moins deux tiers des votants doivent se prononcer en faveur de la grève.

- Il doit annoncer la grève trois jours ouvrables à l'avance, en présentant la liste des lieux de travail concernés et le nombre total de travailleurs impliqués.

Le non-respect de n'importe quelle de ces conditions expose le syndicat, s'il organise la grève, à la responsabilité de dommages économiques causés à l'entreprise par la grève. Au contraire, l'employeur ne court aucun risque s'il prolonge indéfiniment les négociations et agit pour saboter la grève.

La loi de la République tchèque traite également des «grèves de solidarité». Mais les règles de sa mise en œuvre sont si strictes qu'elles la rendent totalement inapplicable. Elle ne peut être lancée que pour soutenir d'autres travailleurs déjà en grève, elle doit être acceptée par un nombre suffisant de travailleurs et elle ne peut avoir lieu que s'il est démontré que l'employeur manipule réellement le cours ou l'issue de la grève des travailleurs pour lesquels la grève a été déclenchée.

LE SYNDICAT ET SA «STRATÉGIE» BRUTALE

Le premier jour, le 31 janvier dernier, 191 travailleurs sur 1.100 se sont mis en grève. Pendant toute la durée de la grève, peu d'informations ont été diffusées: on ne savait pas combien de travailleurs étaient en grève, si la production s'était arrêtée et si les grévistes avaient réussi à convaincre d'autres collègues de se joindre à eux.

La stratégie du syndicat à l'égard de la grève était la suivante: au lieu de rassembler tous ceux qui avaient accepté

de faire grève, au lieu de faire manifester tout le monde à l'extérieur de l'usine et de tester ainsi la force et l'unité collective des travailleurs, il a décidé que seule une équipe particulière arrêterait le travail, à un moment donné, pour «paralyser» la production. Les autres travailleurs, même ceux qui soutenaient la grève, continueraient de travailler comme d'habitude. Le syndicat entendait ainsi réduire le nombre de jours de grève par travailleur, bien entendu jours non payés. Un syndicat de classe se serait organisé pour soutenir financièrement les grévistes, en utilisant une partie des cotisations perçues et le «fonds de grève» que tout syndicat ouvrier devrait constituer précisément en vue des nécessaires journées de lutte pendant lesquelles les travailleurs perdent leur salaire, en vue d'une grève la plus longue possible; mais OS KOVO, comme tout autre syndicat collaborationniste, est organisée non pas pour soutenir la lutte ouvrière, mais pour ne pas la faire et, au cas où elle ne pourrait être évitée par la pression ouvrière, pour l'isoler, la paralyser, la fragmenter, en un mot: la saboter. Bien sûr, les mots que le syndicat utilise sont tous accordés avec son hypocrite souci de faire prendre le moins de risques aux prolétaires, tant sur le plan salarial que sur le plan juridique, mais derrière les mots, il y a les faits qui montrent que chaque acte et action du syndicat se font en faveur des intérêts patronaux et au détriment des intérêts des travailleurs.

Bien sûr, Nexen Tire a tout fait depuis le début pour briser la moindre volonté de lutte des travailleurs. Elle a tenté d'empêcher la grève par une demande de mesure provisoire, qui a toutefois été rejetée par le tribunal régional (le tribunal bourgeois a également le devoir de montrer qu'il se soucie de la légalité, même vis-à-vis des grands capitalistes); elle a tenté d'acheter les travailleurs en leur payant de généreuses heures supplémentaires; elle a publié des documents internes pour les informer que la grève était illégale; elle a empêché les travailleurs des piquets de grève d'entrer dans l'usine pour convaincre d'autres travailleurs de se joindre à la grève. En réalité, elle n'a même pas pris la peine d'enfreindre la loi en appelant des briseurs de grève pour occuper les postes laissés vacants par les grévistes, en leur offrant des salaires plus élevés. Un ouvrier qui se trouvait à l'extérieur de l'usine pendant la grève a déclaré: «Je sais que certains venaient de l'équipe des jaunes et qu'ils allaient faire du travail supplémentaire. J'ai vu

les directeurs eux-mêmes démarrer la chaîne de montage lorsque personne ne venait travailler...» (1). Bien entendu, le syndicat, confronté à ces épisodes, a dû sauver la face: à cause de ces actions de la direction, il a appelé une fois la police pendant la grève; mais il n'y a eu aucun suivi juridique.

CE QUE LA GRÈVE A (N'A PAS) OBTENU

Le syndicat avait formulé les revendications suivantes: une augmentation de salaire de 8,3 %, des arriérés de salaire pour toute l'année précédente et les premiers mois de 2023 non couverts par l'augmentation, des primes pour les équipes de nuit et de week-end, et la signature immédiate d'une convention collective avec effet rétroactif à 2022.

Après 7 jours de grève, le syndicat et la direction sont parvenus à un accord et ont mis fin à la grève: le syndicat a accepté que les salaires n'augmentent que de 8% (une réduction de 0,3% peut être négligeable, mais c'est la direction qui a démontré tenir les rênes avec ce banal changement) et que les travailleurs recevront une somme ridicule de 20.000 couronnes tchèques (858 euros) au lieu d'être entièrement indemnisés pour les salaires de l'année dernière. Les autres revendications ont été reportées à des négociations ultérieures et feront partie de la convention collective convoitée, qui n'est pas attendue avant la fin du mois de juin !

Tel est le résultat, malgré les paroles fortes du secrétaire du syndicat qui avait déclaré ne pas avoir l'intention de négocier un compromis et que la grève se prolongerait «jusqu'à ce que l'entreprise accepte notre proposition». Selon Ľurèò, «l'accord reflète ce que les travailleurs voulaient obtenir», ce qui est ridicule, notamment parce que ses revendications initiales, présentées il y a 12 mois, étaient largement dépassées: en l'espace d'un an, les conditions de vie des travailleurs se sont sévèrement détériorées, principalement à cause d'une inflation annuelle moyenne qui est passée de 3,8 % à 15,1 %, et qui continue d'augmenter.

Les travailleurs de Nexen Tire se sont mis en grève, ont tenu 7 jours consécutifs, mais n'ont pas obtenu «quelque chose en plus», une véritable augmentation de salaire. Par leur action, ils ont simplement ralenti la baisse des salaires réels de 13,6% à 6,4% (en comparant entre les chiffres de janvier 2023 et ceux de janvier 2019, lorsque les négociations collectives ont commencé). En outre, les salaires continueront de baisser à cause de l'inflation galopante, tandis que le gouvernement a annoncé des coupes sombres dans plusieurs prestations sociales et le passage de nombreux postes de la TVA à un niveau supérieur.

Cependant, les syndicats, ensembles avec les représentants de la gauche bourgeoise et même certains membres de l'extrême gauche, ont immédiatement applaudit et se sont félicités des résultats de la grève en la qualifiant de «lutte victorieuse». Le président du syndicat OS KOVO lui-même a expressément remercié non pas les travailleurs, mais le ministre du Travail, Marian Jurečka, et l'ambassadeur coréen, Kim Te-chin, qui ont, selon lui, «contribué de manière significative à l'accord». Autre exemple, dans les cercles trotskistes, les hymnes à ce qu'ils considèrent déjà comme une forte inversion de tendance parmi les travailleurs tchèques n'ont pas manqué; en effet, ils considèrent que les masses ouvrières sont en train de se réanimer et de terrifier à la fois les timoniers du grand capital et leur gouvernement, et les parasites des directions syndicales ... Il suffit d'un bruissement de feuilles, pour qu'ils voient déjà... la révolution avancer...

La cerise imaginaire sur le gâteau est la déclaration commune du syndicat OS KOVO et de la direction de Nexen Tire après la fin de la grève, dans laquelle ils minimisent la grève comme un simple «malentendu entre les parties». En outre, dans le texte, le syndicat souscrit à une «coopération mutuelle pour que l'entreprise, lieu de travail de tous les employés, devienne une entreprise stable et respectée (...), pour restaurer l'honneur et le nom de l'entreprise et de ses employés», soulignant que «le syndicat et l'entreprise participeront activement à la deuxième phase d'expansion en cours et feront tout leur possible pour la stabiliser», et que le syndicat «encouragera les employés à respecter les réglementations et à travailler consciencieusement sans absentéisme» car, comme l'indique le texte, «l'entreprise et ses employés ne sont pas différents et partagent le même objectif»: construire une entreprise prospère !!!

LE MOUVEMENT SYNDICAL TCHÈQUE

En réalité, plus que la force des travailleurs locaux, la grève à Nexen Tire a mis en lumière les nombreux obstacles qu'ils doivent surmonter sur la voie de la reprise de la lutte des classes.

Le mouvement syndical tchèque manque de tradition historique; il n'y a pas d'expérience directe d'une véritable lutte de classe, une expérience que les travailleurs tchèques doivent en fait construire à partir de rien... Les syndicats mentionnés ci-dessus sont, en réalité, les héritiers des syndicats du régime d'avant novembre 1989, un régime qui se présentait comme «socialiste», mais qui n'était en rien différent des régimes capitalistes de l'Ouest. Les syn-

dicats n'ont fait qu'assumer pleinement le rôle de gestionnaires de la force de travail, de garants de la paix sociale et de défenseurs de la collaboration entre les classes. Même de loin, il n'y a pas une seule organisation syndicale aujourd'hui qui puisse être décrite comme combative, utilisant les méthodes et les moyens de lutte classiste, c'est-à-dire une lutte qui soutient exclusivement les intérêts économiques et immédiats des travailleurs.

Un autre aspect qui caractérise le mouvement ouvrier tchèque est une sorte de défaitisme à l'égard de la lutte ouvrière en général; les racines de ce défaitisme se trouvent dans la longue série de défaites et de protestations infructueuses dans lesquelles les travailleurs ont été conduits sous la direction des syndicats collaborationnistes. La grève n'est donc pas considérée comme une arme de la lutte ouvrière, mais seulement comme l'outil ultime à utiliser et à utiliser selon les règles imposées d'en haut.

CONCLUSION: LA GREVE EST L'ARME QUE LES TRAVAILLEURS DOIVENT DECOUVRIR

Nous vivons une période de détérioration générale de l'ensemble des conditions des travailleurs - les conditions de vie des travailleurs se détériorent indépendamment de leur sexe, de leur âge, de leur profession, de leur nationalité... Tout cela se produit dans le sillage de la crise de l'économie capitaliste, au milieu d'une réaction idéologique croissante et de coups de répression contre les «dissidents» potentiels qui s'opposent à la classe bourgeoise dominante et au démantèlement des amortisseurs de sécurité sociale antérieurs que la crise exige, ou qui s'opposent à l'implication de la République tchèque dans le conflit entre les États-Unis, l'OTAN et la Russie sur le territoire de l'Ukraine, et à la perspective générale de réarmement en vue du prochain conflit guerrier qui se profile à l'horizon.

Une telle situation pourrait être objectivement propice à l'unification des revendications des travailleurs sur une base unifiée immédiate (défense des conditions de vie et de travail) contre un ennemi unique (la classe capitaliste et son État). Mais les travailleurs entrent dans cette période terriblement mal préparés, désorganisés, inexpérimentés et sans les germes - ne serait-ce que dans la sphère économique - d'une microscopique combativité ouvrière organisée. De plus, ils sont complètement coupés de la tradition historique de la lutte de classe prolétarienne et de sa direction politique révolutionnaire qui, dans les années 20 du siècle dernier, avait été un formidable pôle d'attraction dans le silla-

ge de la révolution d'Octobre. Si pour le prolétariat allemand ou russe on peut se référer au passé et à sa formidable tradition de lutte classiste et révolutionnaire, il n'en va pas de même pour le prolétariat tchèque, comme pour celui de tant d'autres pays, notamment d'Europe de l'Est, qui, lui, ne peut être blâmé. La contre-révolution stalinienne, avec sa théorisation du socialisme dans un seul pays, et avec sa répression très concrète de toute tendance révolutionnaire survivante en faveur de la victoire contre-révolutionnaire bourgeoise à l'échelle mondiale, a largement contribué à faire reculer de cent ans non seulement la lutte révolutionnaire prolétarienne, mais aussi la lutte de défense immédiate et élémentaire des travailleurs. Ce que la contre-révolution bourgeoise de l'époque a légué à la bourgeoisie d'aujourd'hui, c'est notamment la politique de collaboration entre les classes, à tous les niveaux - économique, politique, syndical, culturel et, bien sûr, militaire. La force des syndicats d'aujourd'hui - que nous qualifions de collaborationnistes pour les raisons auxquelles ils souscrivent eux-mêmes et dont le but est d'inculquer au prolétariat qu'ils ont les mêmes objectifs que les entreprises, en liant les travailleurs à la prospérité de «leur» entreprise dans la lutte concurrentielle sur le marché -, est mise en œuvre en imposant chaque accord avec la soumission maximale des travailleurs aux exigences de l'entreprise, par la rationalisation des postes de travail, en détournant la moindre activité de protestation et de réaction des travailleurs vers la négociation et le compromis à travers les labyrinthes des organes de l'État, des avocats, et ainsi dès le début en rendant les travailleurs totalement démunis et vaincus d'avance.

Attendre de ces syndicats qu'ils jouent un rôle positif, même minime - par exemple en obtenant des améliorations dans la lutte économique qui ne représenteraient pas également un plus grand boulet pour les travailleurs eux-mêmes à l'avenir, comme la déclaration commune susmentionnée ou le maintien ou l'augmentation générale des primes de rendement et d'assiduité - est une grande illusion que d'autre part, les travailleurs paient directement de leur propre peau.

Une défense efficace des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière n'est possible qu'en brisant le levier de l'intérêt à préserver la société capitaliste actuelle basée sur l'exploitation des travailleurs, c'est-à-dire à préserver la collaboration interclassiste représentée par le syndicalisme. La défense efficace et durable des intérêts prolétariens, même sur le terrain immédiat, repose sur la reconnaissance de l'incompatibilité

(Suite en page 10)

Tchéquie ...

(Suite de la page 9)

d'intérêts entre prolétaires et capitalistes et sur la mobilisation des forces prolétariennes vers des objectifs exclusivement prolétariens, ce qui signifie lutter avec des moyens et des méthodes classistes (grèves sans limitation préalable de durée à l'appui de revendications économiques et immédiates, négociations soumises à la lutte permanente, piquets de grève contre les briseurs de grève, manifestations de solidarité des travailleurs dans d'autres usines, grèves sauvages, etc.), des moyens et des méthodes que seules des organisations de classe, donc non collaborationnistes, peuvent mettre en œuvre dans la préparation de la lutte, sa conduite et sa conclusion. Des organisations de classe qui, renforcées par la lutte elle-même, ont pour tâche première de défendre leur indépendance car c'est cette indépendance vis-à-vis de toute institution bourgeoise qui leur permet de représenter les intérêts prolétariens non seulement dans cette lutte particulière, non seulement à ce moment particulier ou dans tout secteur particulier, mais tendanciellement dans tout le vaste cadre dans lequel on

a divisé la classe prolétarienne en dressant les travailleurs les uns contre les autres. A l'indépendance vis-à-vis de toute institution bourgeoise et pour assurer la continuité organisationnelle dans les objectifs partiels ou plus généraux de la lutte ouvrière, l'organisation de classe doit combiner une lutte implacable contre la concurrence entre les travailleurs. La concurrence entre travailleurs est l'une des armes les plus insidieuses et les plus efficaces que la bourgeoisie ait utilisées depuis sa naissance historique pour contrôler et faire plier la masse du prolétariat à ses besoins. Et ce n'est pas une coïncidence si les syndicats collaborationnistes (et avec eux les partis dits de gauche, mais en réalité également collaborationnistes) sont les champions de l'utilisation de la concurrence entre travailleurs pour les maintenir soumis aux exigences «supérieures» de l'économie d'entreprise et de l'économie nationale.

Selon des paroles classiques: *«Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépen-*

dant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées.» (2)

Un mouvement de classe fort n'émergera pas sur la base de la seule spontanéité des travailleurs, mais il a besoin et aura besoin du travail constant et intransigeant des véritables communistes révolutionnaires, à la fois comme porteurs de la conscience de classe organisée dans le parti et comme défenseurs de l'avenir du mouvement de classe et révolutionnaire. Il aura également besoin du travail constant et intransigeant des prolétaires les plus combattifs et sensibles à la cause de leur classe, qui devront se charger de créer l'ossature du nouveau réseau organisationnel prolétarien indépendant.

14/04/2023

(1) <https://www.e15.cz/byznys/prumysl-a-energetika/stavka-v-nexenu-po-tydnu-konci-odborum-se-podarilo-vyjednat-zvyseni-mezd-1396466>

(2) Cf. Lénine, *Marxisme et réformisme*, Œuvres complètes, vol. 19, Rome 1967, p. 400.

- Iran -

Arrestations, tortures, assassinats, disparitions et enterrements secrets: le régime confessionnel fondamentaliste utilise le talon de fer pour rester debout

(Suite de la page 1)

caprins), par ailleurs sur une terre encore caractérisée par un morcellement considérable de la propriété foncière. La population active (chiffres 2021) est de 26,5 millions (la main-d'œuvre féminine n'en représentant que 17%), soit 32% de l'ensemble de la population, et le chômage, en 2019, n'était pas moins de 20% (plus de 5 millions de personnes). La crise économique et sociale, comme dans tous les pays, frappe principalement les classes laborieuses et pauvres (l'inflation, semble-t-il, a atteint 50 %) et le climat de plus en plus oppressif instauré par le régime confessionnel, d'abord par Khomeini ensuite par Khamenei, frappe directement les jeunes générations et les femmes en particulier. La plupart des activités productives sont contrôlées par les fondations religieuses («bonyad») et l'armée des «pasdaran» («gardiens de la révolution»), il est donc inévitable que ce soient les femmes qui subissent l'oppression la plus dure et la plus violente, surtout si elles

se rebellent, comme cela s'est produit à partir de septembre dernier.

Tandis que les jeunes femmes iraniennes et les travailleurs qui se sont mis en grève par solidarité montrent au monde que l'oppression sociale qui caractérise non seulement l'Iran mais toutes les sociétés modernes, démocratiques, totalitaires, confessionnelles ou pas, se battent en se rebellant sans crainte des conséquences, les prolétaires de l'opulent Occident européen regardent en spectateurs comme si ce qui se passe là-bas ne les concernait pas. Ils regardent leur propre nombril, leurs propres intérêts immédiats étroits, comme s'il y avait des murs infranchissables séparant leur vie de celle des prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme. Comme si chaque bourgeoisie occidentale n'était pas aussi responsable des conditions d'existence des prolétaires de tous les autres pays du monde; un monde que les bourgeoisies impérialistes se sont partagé pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'elles essaient maintenant de se répartir -

en se faisant la guerre entre elles et pas seulement en Ukraine - d'une manière différente de celle établie au cours des décennies précédentes.

La politique sociale du régime iranien a en partie essayé de ressembler à celle des pays occidentaux, bien qu'avec des ressources financières beaucoup plus limitées. Périodiquement, les présidents successifs de la république ont tenté de garder sous contrôle les tensions sociales en baissant les prix des produits de première nécessité et en saupoudrant des subventions pour les couches les plus pauvres de la population. Mais ces moyens, comme nous le savons, ne sont jamais décisifs, et lorsque l'économie se bloque, avec des millions de personnes au chômage et une inflation qui érode rapidement le pouvoir d'achat des masses, les tensions qui couvent constamment sous les cendres éclatent. Le phénomène le plus récent est la rébellion contre le climat d'oppression sociale, notamment des femmes et des jeunes femmes, qui ont été rejointes par les jeunes hommes, à commencer par les étudiants universitaires.

Le 13 septembre dernier, comme tout le monde le sait maintenant, Mahsa Jina Amini, une jeune femme kurde de 22 ans, a été arrêtée pour avoir enfreint une mesure concernant le port du voile imposé aux femmes. De l'arrestation au passage à tabac et au meurtre, trois jours se

sont écoulés. Le fait qu'elle soit kurde a probablement eu un poids négatif supplémentaire, car la population kurde en général est systématiquement opprimée et pas seulement par les Iraniens, mais aussi par les Turcs, les Irakiens et les Syriens. Cet épisode a été la mèche qui a mis le feu à l'Iran; à partir de septembre, et encore aujourd'hui, bien que dans une phase de décroissance, les manifestations de protestation n'ont jamais cessé, et ce n'est pas une coïncidence si le cœur de ces manifestations a toujours été les femmes, en particulier les jeunes. Les manifestations ont concerné plus de 160 villes et il y a eu plus de 20 000 arrestations jusqu'à présent et plus de 500 victimes au cours des manifestations (et parmi la police, semble-t-il, pas plus de 62). Les condamnations à mort déjà exécutées, de ce que nous pouvons en savoir, ont frappé 10 des manifestants arrêtés (1). Le régime confessionnel a répondu à ces protestations par une répression extrêmement dure, face à laquelle est apparu le courage des jeunes femmes qui, en toute conscience qu'elles risquaient d'être arrêtées, battues et tuées, ont continué à exprimer un esprit de rébellion irrésistible. Et c'est de cet esprit rebelle que le régime de Téhéran a peur, car il peut être très contagieux et surtout impliquer la classe ouvrière.

Après l'assassinat de Mahsa Amini, le 13 octobre, on a appris que les forces de sécurité avaient fait une descente dans le lycée pour filles «Shahed» d'Ardabil, fréquenté principalement par des Azéris, une autre minorité ethnique de religion sunnite, détestée par les Iraniens de religion chiite, parce qu'un groupe d'étudiantes avait refusé de chanter l'hymne à l'Ayatollah. Suite au passage à tabac par les forces de sécurité, Asra Panahi, 16 ans, est décédée, tandis que de nombreuses autres étudiantes blessées ont fini à l'hôpital (2). Le régime répond par une violence extrême contre les masses sans défense, au point de condamner à mort même les handicapés, les femmes enceintes et les mineurs (3), peu importe s'ils mettent le feu à un pneu de voiture, à une photo de Khomeiny ou au voile (le «hijab», qui couvre les cheveux, le front, les oreilles, la nuque et tombe sur les épaules), ou s'ils se coupent publiquement les cheveux.

Mais ces protestations cachent, en réalité, bien plus. Depuis des années, la situation économique grave met à rude épreuve la survie des larges masses, à tel point que toute manifestation de protestation, de la rébellion contre les mesures religieuses strictes à l'enfermement de la plupart des femmes entre les quatre murs de la maison, en passant par le contrôle asphyxiant des «pasdars» et des «basiji» dans les rues, les

écoles et les campus, a la caractéristique d'un virus qui se reproduit dans tous les autres secteurs de la société, des commerçants du bazar aux ouvriers des usines. Ce n'est pas un hasard si les manifestations ont d'abord explosé dans le Kurdistan iranien, dont provenait Mahsa Amini, pour se propager ensuite dans tout le pays, du nord au sud, touchant même Qom, le centre spirituel chiite, bastion de l'autorité morale et religieuse du régime islamique. Les revendications concernent les libertés individuelles, les droits civils, la liberté de réunion et d'organisation, et sont flanquées de revendications plus spécifiquement ouvrières concernant la liberté d'organiser des syndicats indépendants, ainsi que de revendications économiques classiques sur les salaires et les conditions de travail. Tout est remis en question, et lorsque dans les rues, des masses qui manifestent s'élèvent les cris de «mort au dictateur» adressés à l'Ayatollah Khamenei, et qui trouvent également une solidarité dans les grèves ouvrières, il est évident que le régime prenne ces cris comme prétexte pour accuser chaque protestation de déclencher une «guerre contre Dieu», et d'être au service des ennemis occidentaux.

Depuis l'instauration de la république islamique, l'Iran a été secoué à plusieurs reprises par de grands mouvements de protestation : en 1999, lorsque les étudiants universitaires de Téhéran se sont rebellés contre la fermeture du journal réformiste «Salaam» et l'assaut du campus par les Pasdars, au cours duquel trois étudiants ont été tués; d'autres manifestations d'étudiants universitaires ont eu lieu en 2003 et 2006. En 2009, au moment des élections présidentielles, contre la fraude électorale qui a porté à la présidence l'ancien maire de Téhéran, Ahmadinejad, sous la direction suprême du leader Khamenei, ces manifestations se sont caractérisées par le mécontentement de la petite bourgeoisie qui espérait que ses intérêts seraient mieux protégés qu'avec le président réformateur Rohani. Entre décembre 2017 et juin 2018, en revanche, les protagonistes n'étaient pas seulement les étudiants et le petit peuple qui manifestaient contre la cherté de la vie, le régime asphyxiant de la prêtraille, le chômage des jeunes qui avait atteint 40 %, ainsi que pour les droits des femmes, mais aussi les grèves des travailleurs. Des grèves qui luttaient contre les conséquences de la crise économique qui avait frappé le pays, une crise aggravée par le tour de vis sur les salaires et les conditions de travail du gouvernement de Rohani suite aux dures sanctions américaines (et en cascade des alliés européens des USA). Ces sanctions avaient été décidées par Trump après avoir rom-

pu l'accord sur le nucléaire avec Téhéran signé en 2015 par Obama (4). En 2019, d'autres mouvements de protestation ont éclaté, causés par l'augmentation exagérée des prix du carburant et auxquels de larges couches de commerçants ont participé. Le pouvoir des mollahs, qui repose non seulement sur l'influence religieuse historique mais aussi et surtout sur le pouvoir économique largement concentré entre leurs mains et la puissance militaire qui en découle, a toujours systématiquement répondu par une répression sévère. Combien de décennies un tel pouvoir qui confie le contrôle social à la répression systématique de toute contestation, peut-il perdurer ?

Des couches de plus en plus larges de la population, bourgeoisie et petite bourgeoisie urbaines, paysans, ouvriers, sont continuellement secouées tant par les effets de la crise économique et sociale que par les coups de la répression. Dans cette situation et étant donné les contacts avec le monde par le biais du commerce et de la communication, l'envie de se débarrasser des fioritures et des restrictions qu'un climat social fondamentaliste a imposés pendant des décennies émerge presque naturellement. Étant donné l'influence idéologique mondiale des concepts de démocratie transmis en permanence avec le «libre-échange», la libre «propriété privée» et la «liberté individuelle», c'est évident que les mouvements de protestation populaires revendiquent génériquement la liberté et se tournent vers réformisme - même dans les oripeaux religieux -, clé pour résoudre les problèmes sociaux.

De nombreux commentateurs des manifestations de ces derniers mois affirment qu'elles sont différentes de celles du passé car, bien que commencées en raison d'un événement spécifique, le meurtre brutal d'une jeune fille de 22 ans pour des motifs futiles, elles ont en fait rapidement impliqué toutes les couches de la population et le tout pays, ce qui ne s'était jamais produit auparavant. Cela dit, l'espoir des grands médias et de la grande majorité des intellectuels occidentaux est que ces mouvements de protestation, si étendus et impliquant une grande partie de la population, ressemblent aux mouvements qui, en 2011 en Tunisie, puis dans tous les pays arabes, ont fait tomber les grands dictateurs comme Bel Ali et Moubarak, ouvrant les portes du pays à la démocratie tant convoitée (5)... et aux capitaux occidentaux. Une démocratie qui, comme nous l'avons facilement prédit, n'a résolu aucun problème social car «la démocratie bourgeoise ne peut que reposer la perspective d'un régime bourgeois qui

(Suite en page 12)

Iran: Arrestations, tortures, assassinats, disparitions et enterrements secrets: le régime confessionnel fondamentaliste utilise le talon de fer pour rester debout

(Suite de la page 11)

modifie son comportement répressif en élargissant les espaces de «liberté» dans la vie quotidienne et en accordant quelques réformes sociales qui n'ébranlent en rien la production de profit capitaliste; la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que l'habillage parlementaire et électoraliste de la dictature de classe de la bourgeoisie. Elle est plus raffinée dans les vieux pays capitalistes, plus grossière dans les plus jeunes pays capitalistes, mais en fait elle ne peut jamais donner aux masses ouvrières une perspective autre que celle d'une plus grande exploitation, d'une plus grande misère, d'une plus grande faim et d'une plus grande répression» (6). Il suffit de voir ce qui s'est passé non seulement en Tunisie depuis la chute de Ben Ali, mais aussi en Égypte, où al-Sissi ne s'est pas montré meilleur que Moubarak, en Libye, avec sa fragmentation en trois ou quatre potentats locaux aussi répressifs et sanguinaires, sinon plus, que Kadhafi... ou au Liban, pays complètement détruit par des querelles de clans au service des différentes puissances régionales vendues à tel ou tel impérialisme, ou en Algérie, dont le régime bourgeois est plus solide mais pas moins exploiteur et répressif que les autres régimes bourgeois.

LE PROLÉTARIAT ET LES MOUVEMENTS DE PROTESTATION

L'une des caractéristiques de cette dernière vague de manifestations de protestation concerne les travailleurs et, en particulier, les travailleurs de l'énergie. Même s'ils sont mieux traités que les travailleurs des autres secteurs économiques, et s'ils ne sont pas organisés en syndicats nationaux indépendants, qui sont interdits (comme les partis politiques indépendants sont interdits par le pouvoir en place), en octobre, *«les travailleurs de l'industrie pétrolière à Assaluyeh, dans la province de Busher»* se sont mis en grève et dans les semaines suivantes, entre fin octobre et fin novembre *«les enseignants et les ouvriers ont commencé à organiser des sit-in et des grèves locales, à Téhéran, Isfahan, Abadan et autres localités du Kurdistan iranien»* (7).

Les travailleurs se mettent à nouveau en grève, le 17 décembre, dans plusieurs villes, *«dont Assaluyeh, Mahs-*

hahr, Ahvaz et Gachsaran», auxquels se sont unis *«les pompiers du secteur pétrolier de l'île de Kharg, dans le golfe Persique»* (8). Ce n'était pas une grève nationale au sens propre du terme, mais, par rapport aux grèves précédentes, elle était si large qu'une semaine plus tard, les comités d'organisation ont proposé une autre grève de trois jours (24, 25 et 26 décembre). Ces grèves, comme les précédentes, sont organisées par des comités locaux et des militants syndicaux en contact entre eux par le biais des médias sociaux et concernent généralement des travailleurs précaires, des travailleurs temporaires et des journalistes. Les prisonniers de la prison de Karaj se sont également révoltés après que l'un d'entre eux a été transféré dans le couloir de la mort en attendant d'être pendu. La protestation des travailleurs, bien que fragmentée et généralement déconnectée au niveau national, s'appuie sur des conditions économiques particulièrement difficiles. 90% des contrats sont à durée déterminée, de sorte que la précarité généralisée domine; en outre, les relations de travail sont arbitrées par des agences pour l'emploi contrôlées par l'État, tandis que le régime augmente également les salaires de la police et des forces armées de 20 % (9). Mais, ayant franchi le seuil de tolérance, la poussée d'en bas est telle que, malgré les différentes vagues de répression contre les grévistes qui ont eu lieu ces dernières années, il y a eu récemment des initiatives d'organisation de syndicats autonomes, comme dans le cas des chauffeurs de Sherkat-e Vahed à Téhéran ou de la sucrerie de Haft Tappeh dans le Kurdistan iranien (10). Et, étant donné le climat général de répression sociale, les grèves des travailleurs soulèvent également des protestations contre la répression des manifestations, des femmes et contre les exécutions.

Du point de vue des conditions de vie et de travail ouvrière, c'est l'histoire même des relations entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise qui nous apprend que, même dans un pays où leur organisation indépendante est interdite, les travailleurs parviennent tôt ou tard à s'organiser, et c'est le mouvement de lutte avec sa puissante pression qui peut obtenir un résultat positif, c'est-à-dire l'organisation syndicale à un niveau non seulement catégoriel mais aussi national. La bourgeoisie le sait aussi très bien et c'est la raison pour laquelle, surtout après la deuxième guerre impéria-

liste mondiale - à la suite des expériences du fascisme et du nazisme - elle a soutenu et financé la formation de syndicats collaborationnistes, de syndicats institutionnalisés dans l'État. La bourgeoisie sait que pour empêcher la force sociale prolétarienne de s'organiser de manière indépendante et de se placer sur le terrain de la lutte de classe ouverte avec ses propres objectifs révolutionnaires, les ouvriers doivent être organisés par la bourgeoisie elle-même, naturellement par des moyens et des méthodes qui correspondent à la défense de ses intérêts généraux. Les deux voies d'y parvenir sont généralement celles-ci: la voie démocratique et la voie ouvertement totalitaire (fasciste, militariste, fondamentaliste). Avec la voie démocratique, la bourgeoisie cherche à réaliser une collaboration interclassiste avec la participation active des masses ouvrières; les illusions de la démocratie (avec sa cohorte d'électoralisme, de parlementarisme, de liberté d'organisation et de réunion, etc.), en effet, conduisent les masses prolétariennes à imaginer que les moyens démocratiques leur permettront d'obtenir des améliorations de leurs conditions de vie et de travail sans avoir à lutter continuellement, mais par la loi, par le «dialogue entre les partenaires sociaux» et les «négociations». Avec la voie de la dictature ouverte, généralement établie par la voie démocratique et face à un fort mouvement de masse tendant à faire sauter les institutions existantes, la bourgeoisie, pour obtenir la coopération de la classe ouvrière - après l'avoir réprimée et emmêlé dans des mécanismes sociaux et politiques obligatoires favorables à la classe dirigeante - doit accorder des garanties économiques (les fameux amortisseurs sociaux). Il est évident que plus un pays est riche, puissant et dominant sur les marchés internationaux, plus il peut allouer de ressources pour satisfaire les besoins essentiels de la vie des larges masses, précisément grâce aux amortisseurs sociaux. Plus il est faible économiquement et dans les relations internationales par rapport à ses concurrents, moins il dispose de ressources, et a donc tendance à privilégier les travailleurs des secteurs économiques considérés comme stratégiques (énergie, armement, forces armées), d'ailleurs une pratique, mise en œuvre depuis longtemps dans les pays les plus riches. C'est ce qui se passe en Iran, en Égypte, en Turquie, en Algérie, au Maroc, au Brésil et dans des dizaines d'autres pays. Mais en ce qui concerne la répression des mouvements qui échappent au contrôle de la bourgeoisie dominante, l'État démocratique de droit et l'État dictatorial utilisent exactement les mêmes moyens et méthodes

(forces de police, milices spécialement organisées, armée), ne différant que dans la justification de l'utilisation de ces moyens et méthodes : contre la subversion et le terrorisme dans le premier cas, contre l'attaque des puissances étrangères sur la souveraineté nationale dans le second cas, ou pour éliminer ceux qui sont en «guerre contre Dieu».

Dans notre prise de position du 25 septembre 2022 (11), nous avons écrit : *«Le pouvoir bourgeois peut changer sa méthode de gestion sociale si les mobilisations de masse - comme ce fut le cas avec les fameux «printemps arabes» - sont si massives qu'elles mettent en danger son emprise; mais elle ne changera pas tant qu'elle n'aura pas fait l'expérience de toutes les formes de répression, même les plus sanglantes, à sa disposition et, de toute façon, elle aura toujours tendance à jeter du trône la figure qui n'a plus le charisme d'antan pour la remplacer par d'autres représentants, peut-être élus démocratiquement, de manière à effectuer une relève de la garde, afin de conserver le pouvoir politique, économique et social. L'Égypte de Moubarak d'abord, et d'Al Sissi ensuite, en est la preuve».*

Quant à la masse prolétarienne, si elle poursuit ses luttes et ses grèves et les coordonne au niveau national, elle deviendra ouvertement la cible principale de la répression étatique car elle sera accusée de mettre en danger l'économie du pays et de favoriser les attaques étrangères contre sa «stabilité». A ce stade la lutte ouvrière, soit prendra la direction d'une organisation indépendante, en partant du terrain de la défense immédiate des conditions économiques et de la lutte elle-même, soit elle sera étouffée pour la énième fois en la canalisant dans les méandres des négociations locales et sectorielles, isolées et fragmentées après avoir peut-être permis à des catégories considérées précisément comme stratégiques - comme l'industrie pétrolière et gazière - de s'organiser selon des règles établies par la loi et de toute façon dans les limites classiques de la défense de l'économie nationale. Les prolétaires ne peuvent pas espérer que la classe dominante bourgeoise - qu'elle porte les habits religieux ou laïques - change complètement de registre. Déjà avec les grands mouvements de 1978-79, les manifestations de masse et les grèves générales qui ont fait tomber le pouvoir du Shah, l'Iran populaire et ouvrier croyait et espérait qu'à travers une bourgeoisie confessionnelle sa condition générale s'améliorerait et que le «bien-être» économique dérivé des grandes quantités de pétrole exportées pourrait être distribué à toutes les couches de la population. Le régime du Shah, certes occidentalisant, et en tout cas

répressif, a été remplacé par le régime confessionnel de Khomeiny, d'abord, et de Khamenei, ensuite. Ce régime à peine enraciné, lançait déjà en 1980 ses meilleurs jeunes dans la guerre contre l'Irak, qui a duré huit longues années, pour défendre ses «frontières sacrées»; dans une guerre qui aurait d'ailleurs pu se terminer bien plus tôt, puisqu'en 1982 l'Irak s'était retiré des zones Shatt-al-'arab qu'il avait envahies, cessant unilatéralement le feu, mais que le régime khomeyniste maintenait en vie pour contre-attaquer en visant Bassora. Mais, en même temps, l'autre objectif était de faire plier son propre prolétariat qui après tant d'années de guerre était réduit à un état désastreux. Le régime de Saddam Hussein était belliciste, le régime de Khomeini était belliciste, et tous deux étaient parfaitement en phase avec la politique belliciste des États-Unis et de leurs alliés mutuels.

La perspective du prolétariat iranien est donc soit **de classe**, soit reste façonnée par les intérêts de la bourgeoisie dominante, qui se protège encore aujourd'hui derrière le confessionnalisme chiite mais qui pourrait, un jour, et en fonction des rapports de force internationaux et sous la pression de nouveaux grands mouvements de masse, tourner sa veste et même embrasser les symboles de la démocratie occidentale.

La perspective prolétarienne de classe est fondée sur la défense des intérêts

exclusifs des ouvriers, donc antagonistes aux intérêts bourgeois, tant sur le terrain immédiat que plus encore sur le terrain politique plus général. L'alternative à la domination bourgeoise, sous la froque religieuse ou laïque, ne peut jamais être la démocratie parlementaire, mais est et sera la voie de la lutte des classes, de la lutte qui vise la révolution prolétarienne. Aussi difficile et lointaine que cette voie puisse paraître aujourd'hui, elle est la seule qui puisse conduire le prolétariat à devenir le protagoniste de son propre avenir, de sa propre histoire. Le prolétariat est la force de travail salariée qui produit l'ensemble des richesses dans chaque pays; la bourgeoisie est la classe dominante actuelle qui s'approprie l'ensemble des richesses produites et peut continuer à le faire à condition de maintenir le prolétariat en esclavage salarié. C'est contre cet esclavage que les esclaves modernes, à savoir les prolétaires, en Iran comme dans tout autre pays, doivent lutter, en commençant par la lutte pour la défense économique, bien sûr, mais dans le but de l'étendre à tout le prolétariat du pays et aux prolétaires de tous les autres pays, afin de renverser le pouvoir bourgeois et de construire sur ses décombres la société nouvelle qui ne dépendra plus du capital, du marché, de l'argent, de la violence et de la dictature de l'impérialisme.

31/01/2023

(1) Cf. «www.ispionline.it/it/pubblicazione/5-grafici-capire-le-proteste-iran-36790» du 11 janvier 2023 et www.lifegate.it/condannati-morte-iran du 13 décembre 2022.

(2) Cf. «www.luce.lanazione.it/attualita/asra-panahi-16-anni-pestata-a-morte-non-canto-inno-ayatollah/»

(3) Cf. «Tgcom24», 5 et 26 janvier 2023.

(4) Cf. «www.ispionline.it/it/pubblicazione-iran-la-stanchezza-di-una-rivoluzione-19393» du 6 janvier 2018; «<https://ricerca.repubblica.com/ archivio/ repubblica/ 1999/ 07/ 11/ iran-studenti-in-rivolta-dopo-il-venerdi.html>» du 11/7/1999. Voir aussi «Le Moyen-Orient, arène des affrontements bourgeois et impérialistes» («le prolétaire», n° 528, avril-mai-juin 2018) et «Iran: la colère ouvrière défie la dictature sanguinaire des mollahs» («le prolétaire», n° 529, juin-juillet-août 2018)

(5) À Sidi Bouzid, en Tunisie, le 17 décembre 2010, la police a saisi le chariot de fruits et légumes d'un jeune homme chômeur et «sans licence de vente ambulante». Désespéré, le jeune chômeur privé de l'unique moyen, bien que maigre, de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, s'immole par le feu devant le bâtiment du gouvernement. Il

est mort le 5 janvier suivant. «C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres», écrivions-nous dans la prise de position «Vive la révolte de la jeunesse prolétarienne!» du 11 janvier 2011 (www.pcint.org). Voir aussi «Rivolte nei paesi arabi e imperialismo», dans le Supplément à «il comunista», n° 119, avril 2011.

(6) Cf. «Tunisi, Algeri, Il Cairo...», «il comunista» n° 119, déc. 2010-janvier 2011.

(7) Cf. «www.rivistailmulino.it/ a/ iran- la-rivoluzione- dei- lavoratori» du 8 décembre 2022.

(8) Cf. «www.radiondaurto.org/ 2022/12/17/iran-quarto-mese-di-rivolta-inizia-con-lo-sciopero-dei-lavoratori-dellindustria-petroliera/»

(9) Cf. «www.operaicentro.it/2022/12/13/iran-la-forza-al-lavoro et www.operaicentro.it/2022/12/19/iran-dalla-lotta-di-strada-agli-scioperi-operaici/»

(10) Cf. note (7).

(11) Cf. «Iran. Des manifestations pour le pain aux dures protestations après la mort d'une jeune fille de 22 ans, arrêtée, matraquée et tuée par la police religieuse parce qu'elle ne portait pas son voile «selon les règles»» («le prolétaire», n° 546, sept.-oct.-déc. 2022)

Aux prolétaires russes et ukrainiens

(Suite de la page 1)

un groupe politique qui croit fermement, comme Marx, Engels et Lénine, à l'inévitabilité de la lutte entre les classes et à son débouché historique nécessaire dans la révolution prolétarienne et communiste afin d'abattre une fois pour toutes le capitalisme, qui aujourd'hui, dans sa phase impérialiste putride, continue de détruire les forces productives, les vies des travailleurs et l'environnement dans le seul but du profit capitaliste, pour lequel les prolétaires de tous âges, sexes et nationalités sont systématiquement exploités, jetés dans la misère et transformés en chair à canon chaque fois que la guerre de concurrence entre capitalistes et entre États s'élève au niveau d'une guerre armée.

Depuis un an, la guerre qui détruit des dizaines de milliers de vies et rase de nombreuses villes ukrainiennes, qui a provoqué dix millions de réfugiés, est la guerre dans laquelle chaque bloc impérialiste impliqué, directement ou indirectement, poursuit ses propres intérêts, en utilisant le sang des prolétaires jeté les uns contre les autres pour défendre des intérêts territoriaux, économiques, financiers et politiques, qui n'ont rien de commun avec les conditions d'existence des prolétaires eux-mêmes. Tant les prolétaires russes qu'ukrainiens savent que dans la guerre bourgeoise et impérialiste, comme dans toute crise économique et financière, ce sont assurément eux qui perdront dramatiquement. La propagande bourgeoise sur la démocratie grâce à laquelle les prolétaires devraient améliorer leurs conditions de vie et de travail, ainsi que la propagande sur l'Etat fort et militarisé qui, en défendant les intérêts nationaux, défendrait également les intérêts du prolétariat, sont les instruments avec lesquels les classes dominantes bourgeoises qui se battent entre elles veulent faire croire à leurs prolétaires respectifs que leur intérêt principal est de défendre la patrie, la nation, la souveraineté nationale sacrée, le capitalisme national, mis en danger par l'agression de l'ennemi.

Par nature le capital est agressif, et la première cible de son agression est précisément le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, car de leur exploitation systématique et permanente, les capitalistes extraient la fameuse plus-value d'où le système mercantile fait ensuite ressortir le profit. D'autre part, il est naturel que les capitalistes agressent leurs concurrents, car ils aspirent à élargir leurs débouchés à leur détriment. Et c'est précisé-

ment le principe de la concurrence mercantile que la bourgeoisie de chaque pays transfère directement sur les masses laborieuses en opposant les salariés entre eux, tant sur le plan économique que social et culturel. Habituer les prolétaires à être des concurrents les uns des autres, signifie les habituer à se faire la guerre, aujourd'hui pour un salaire plus élevé, pour la sécurité d'un emploi, pour se distinguer des prolétaires de sexe ou de nationalité différents, et demain pour un pays «victime» d'une agression commerciale ou militaire étrangère.

LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS DE PATRIE !

Ce n'est pas un slogan, c'est une réalité depuis au moins deux cents ans. Tous les prolétaires subissent, dans chaque entreprise, dans chaque industrie, dans chaque pays, le même traitement: ils sont exploités par les capitalistes privés ou publics et par l'obligation de travailler pour un salaire. Si on ne travaille pas on ne mange pas, si on ne travaille pas on ne vit pas, mais pour travailler il faut se soumettre au système existant, le système capitaliste dans lequel la classe dominante bourgeoise maîtrise tout - moyens de production, terre, produits et capitaux - et la classe salariée ne maîtrise rien, pas même sa vie. Mais les prolétaires disposent d'une arme historique exceptionnelle pour s'opposer aux capitalistes : leur force sociale productive qui, en tant que salariés, permet au capitalisme d'exister. Le problème historique est donc le suivant : soit le mode de production capitaliste et donc la dictature de la bourgeoisie restent en place, soit la dictature de la bourgeoisie est renversée et le mode de production se transforme du capitalisme en socialisme et finalement en communisme, à savoir en une société où n'existent plus les classes, le capital, l'argent, le marché, la concurrence, les crises et les guerres.

Une utopie? Non, c'est le but du programme communiste pour lequel se sont battus les prolétaires de Berlin, Vienne, Paris et Milan en 1848, les prolétaires de la Commune de Paris en 1871, les prolétaires russes en octobre 1917, les prolétaires chinois en 1925 et 1927. Autant de batailles que le prolétariat mondial a finalement perdues, mais qui ont laissé des leçons historiques majeures, indispensables pour les batailles ultérieures. Les bourgeoisies ont aussi tiré des leçons et ont compris que c'est le prolétariat, s'il est organisé de manière indépendante

et dirigé par son parti de classe, qui est leur véritable ennemi historique. Aujourd'hui, les bourgeois russes, représentés par les oligarques autour de Poutine, et les bourgeois ukrainiens organisés autour des oligarques représentés par Zelensky, se traitent en ennemis et envoient leurs prolétaires s'entretuer pour gagner une guerre dont aucun prolétaire ne voulait. Mais l'histoire nous montre, qu'ils deviennent de proches alliés face à un prolétariat révolutionnaire et dirigé par le parti communiste révolutionnaire, comme l'étaient déjà les Prussiens et les Français en 1871 alors qu'ils se faisaient la guerre, et comme l'étaient les Allemands, les tsaristes et les très démocratiques Britanniques et Français en 1917-1921, pendant et immédiatement après la première guerre impérialiste mondiale, contre la révolution prolétarienne russe victorieuse et sa dictature de classe. Les prolétaires n'ont pas de pays, pas de frontières, ils ont un monde à gagner. Dans la guerre bourgeoise, leur lutte pour la survie doit commencer par la fraternisation entre eux, en faisant leur ce défaitisme révolutionnaire qui est la base de la reconquête de classe. Leur lutte doit passer par la rupture de la collaboration avec leur propre bourgeoisie, d'autant plus qu'avec la bourgeoisie des autres pays, car le but de la lutte prolétarienne est de portée internationaliste et internationale.

Dans la guerre impérialiste bourgeoise, les intérêts immédiats et les intérêts plus généraux et historiques du prolétariat se mêlent et s'entremêlent inévitablement même si le prolétariat ne le remarque pas. C'est la même politique de guerre de l'État bourgeois qui pourrait élever le niveau de l'affrontement de classe à un niveau politique général. Le prolétariat est contraint par la réalité de la guerre à prendre parti soit pour le front bourgeois - et il y est poussé par le collaborationnisme syndical et politique - soit pour le terrain de la lutte classiste, pour la défense des intérêts prolétariens immédiats et généraux qui concernent objectivement tous les prolétaires, directement ou indirectement impliqués dans la guerre - et il y est poussé par le parti de classe.

Aujourd'hui, ni les prolétaires russes ni les prolétaires ukrainiens n'ont la force de rompre avec leurs bourgeoisies respectives, et le parti de classe doit encore se développer en tant que force réelle. Mais le jour viendra pour eux aussi de suivre la voie de la lutte de classe.

L'Ukraine, Corée du XXIe siècle? (2)

VERS LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

La guerre en Ukraine allumera-t-elle la mèche d'une troisième guerre mondiale ? Cette perspective a été avancée à plusieurs reprises, surtout par les grands médias politiques occidentaux, et les arguments à l'appui de cette perspective ont été divers, mais tous visaient principalement à trouver «le coupable», le pays ou le bloc de nations qui déclencherait la fatidique «première agression», en somme le nouveau «Sarajevo» (13). Dans cette situation, le *casus belli* serait l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, considérée comme un «premier pas» vers la redoutable «agression contre l'Europe». Le vieil «Empire du Mal», appellation avec laquelle Ronald Reagan avait étiqueté l'URSS en 1983 (14), en marquant ainsi la fin de l'ère de la soi-disant «grande détente» entre les deux impérialismes et en se caractérisant par le gel réciproque de l'arsenal nucléaire, revient en vogue une fois de plus, et montre comment dans les contrastes inter-impérialistes l'implication des églises et les slogans à motivation religieuse réaffirment leur popularité. Hier Staline, le «dictateur communiste», aujourd'hui Poutine, le «nouveau tsar», sont les symboles agités de cet Empire du Mal si pratiques par la propagande des impérialismes euro-américains qui tentent ainsi non seulement de justifier l'actuelle guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie sur le sol ukrainien, mais aussi de mobiliser les masses euro-américaines en soutien de cet affrontement pour lequel le peuple ukrainien en particulier, et son prolétariat, paie le prix le plus élevé en termes de massacres et de dévastation de son pays.

Comme nous l'avons dit, cette guerre se préparait de part et d'autre depuis les proches années du siècle dernier, lorsque la Russie, affaiblie par la crise profonde qui a conduit à l'effondrement de l'URSS, n'avait pas la force de freiner l'expansion rapide de l'OTAN dans les anciens pays satellites de Moscou en Europe de l'Est, mais son territoire n'était pas pour autant facilement colonisable par le dollar, la livre, le mark allemand ou plus tard l'euro. Ce vaste territoire entre l'Europe et l'Asie, sa richesse en matières premières, sa puissance militaire et son histoire pluriséculaire de puissance dominante sur le sol européen et asiatique, sont des éléments qui ont constitué hier la base de l'empire tsariste, de l'empire stalinien, et aujourd'hui d'un impérialisme qui n'est certes pas à la hauteur de l'américain, mais d'une taille suffisante pour tenir

sur leurs gardes toutes les chancelleries du monde.

Comme le disait Lénine, la tendance à résoudre les conflits inter-impérialistes par la guerre ne disparaît jamais; de la période où le soi-disant équilibre mondial (absence de guerre mondiale) était basé sur «l'équilibre de la terreur», nous sommes passés à la période de «la terreur de l'équilibre», c'est-à-dire la période où la division du monde après la Seconde Guerre mondiale a été progressivement de plus en plus modifiée en suivant le changement réel du rapport de force entre les grandes puissances impérialistes. La guerre impérialiste mondiale a été la réponse, tant en 1914 qu'en 1939, aux crises profondes dans lesquelles s'est précipité le capitalisme international; des crises économiques, financières, sociales, politiques qui, combinant les facteurs négatifs correspondants, ont inévitablement conduit à la crise de guerre armée. C'est la bourgeoisie elle-même qui a déclaré que *la guerre était bonne pour l'économie*. Selon Peter North, lauréat du prix Nobel d'économie, les États-Unis d'Amérique ne se sont pas remis de la grande crise des années 1930 grâce aux mérites du keynésianisme: «*Nous ne sommes pas sortis de la dépression grâce à la théorie économique, nous en sommes sortis grâce à la Seconde Guerre mondiale*» (15). Il en a été ainsi avec la guerre de Corée en 1950, la guerre du Vietnam, les guerres du Golfe, de l'Afghanistan et maintenant de l'Ukraine. Chaque guerre entraîne une augmentation des dépenses militaires et des exportations d'armes; plus il y a de guerres dans le monde, plus les armements sont nécessaires; plus il y a de guerres, plus les armements sont détruits et pour continuer les guerres, il faut les renouveler. Parce que la guerre est justifiée par les deux blocs opposés, d'une part pour contrer une agression et d'autre part pour riposter aux provocations reçues ou au danger de nouvelles agressions, il est clair maintenant que l'augmentation des dépenses militaires par chaque gouvernement est acquise sans aucun problème, sachant pertinemment que celle-ci se fait au détriment des dépenses publiques sur le front social (santé, éducation, transports, filets sociaux, etc.). L'économie capitaliste, au travers de l'ensemble du secteur militaire et de ses vastes industries induites, bénéficie en tout cas de ce transfert de capital public, que la guerre menée se termine par la victoire ou la défaite de tel ou tel État. Comme système mondial et grâce aux destructions toujours plus vastes, le capitalisme en profite et peut reprendre ses cycles économiques avec une énergie

renouvelée. Et malgré ses hauts et ses bas, seul le mouvement révolutionnaire prolétarien, comme ce fut le cas en 1917-1926, a la force de freiner et de contrer le cours implacable du capitalisme vers de nouvelles guerres et dévastations. C'est pourquoi, les puissances capitalistes, au-delà de leurs querelles et de leurs guerres de brigandage, s'unissent contre le mouvement révolutionnaire prolétarien pour empêcher la révolution prolétarienne internationale de gagner et de faire disparaître le capitalisme de tout avenir. Nous avons eu cet exemple non seulement avec la Commune de Paris de 1871, mais aussi avec la révolution bolchévique de 1917, et à nouveau avec la domination russo-américaine sur l'Europe en 1946-48.

Aux ambitions de domination impérialiste des grandes puissances s'ajoute la nécessité de remettre en marche la machine de production et de valorisation du capital, qui périodiquement s'enraye et entre en crise. Aujourd'hui plus qu'hier, nous nous approchons d'une crise capitaliste au niveau mondial, pas seulement ni tellement par la «faute» des ambitions impérialistes des États-Unis ou de la Russie, ou encore de cette entité impérialiste particulière appelée Union Européenne, mais parce que d'autres acteurs sont apparus sur le théâtre mondial de la concurrence inter-impérialiste, la Chine en premier lieu, et dans le sillage l'Inde et le silencieux Japon.

En Ukraine, comme hier en Corée, en Irak, en Syrie ou au Yémen, ce n'est pas une guerre *locale* qui se déroule, bien que le territoire concerné soit circonscrit; cette guerre a une portée mondiale depuis le moment où elle a été planifiée et préparée, car aucune puissance impérialiste ne peut permettre à des puissances adverses, sans réagir aussi par la force, de conquérir des territoires économiques et des marchés à leur avantage. Bien que le développement de la puissance économique et militaire de chaque pays impérialiste ait été exceptionnel, comparé à la situation d'il y a seulement 20-30 ans, et aussi fort et dominant soit un pays impérialiste, les États-Unis d'Amérique par exemple, il est inévitable qu'il ait besoin d'alliés pour contrer les concurrents directs les plus forts, et ceux-ci ne peuvent être que les pays hautement industrialisés devenus impérialistes à leur tour. L'époque où il n'y avait qu'une seule grande puissance mondiale est révolue, comme l'Angleterre l'a été au cours des siècles passés, et comme les États-Unis d'Amérique ont essayé de l'être depuis la Se-

(Suite en page 16)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle? (2)

(Suite de la page 15)

conde Guerre mondiale. Dans chaque alliance, il y a toujours une grande puissance pour la «diriger». Mais ce qui anime chaque «allié», ce sont les sphères d'intérêts et d'influence qu'il a déjà conquises et qu'il tend à renforcer et à étendre. Toutefois, aucun des alliés ne peut réaliser entièrement cet objectif, «car - écrit Lénine - il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc.» (16). Ainsi, dans la guerre en Ukraine, ce que les puissances impérialistes directement impliquées évaluent, c'est précisément la puissance économique, financière et militaire de chacune par rapport à l'objectif qu'elles se sont fixé. Que l'objectif de la Russie soit d'annexer un morceau de l'Ukraine, à savoir la Crimée et le Donbass, ne fait désormais plus aucun doute; qu'elle y parvienne et que cette annexion dure n'est pas certain. Il est tout aussi clair que l'objectif des États-Unis et de la Grande-Bretagne est de soumettre l'Ukraine à leur propre sphère d'intérêts et d'influence. En ce qui concerne l'Union européenne, directement impliquée par l'appartenance de tous ses pays à l'OTAN - et donc sous domination militaire américaine - il s'agit, comme nous l'avons déjà dit, d'une entité totalement hétérogène. L'Allemagne et l'Italie, et bien sûr la Hongrie, en raison de leurs relations économiques et financières avec la Russie, auraient préféré rester neutres par rapport à l'«opération militaire spéciale» de la Russie en Ukraine; elles ont donc suivi à contrecœur les États-Unis et l'OTAN dans l'opposition à la Russie, mais compte tenu de l'équilibre des forces existant, il est évident qu'elles ne pouvaient pas faire autrement. La France aurait probablement préféré commencer à négocier dès les premiers mois de la guerre, tant pour jouer un rôle distinct de celui des États-Unis que de garder ouverte la possibilité de développer des échanges avec un pays aussi riche en matières premières que la Russie. D'autre part, les bonnes relations entre la France et les États-Unis, continuellement affichées comme fondées sur une grande collaboration et compréhension - comme lors de la dernière rencontre entre Macron et Biden à Washington (17) - sont souvent remises en question, précisément à cause de l'arrogance systématique des États-Unis non seulement vis-à-vis de leurs ennemis, mais aussi de leurs plus anciens alliés, comme la France. Il suffit de

rappeler la gifle que Washington, ainsi que Londres et Canberra, ont infligée à Paris dans l'«affaire du siècle» concernant la commande australienne de 12 sous-marins nucléaires pour un montant de 56 milliards d'euros pour les 50 prochaines années; une affaire que Washington, sous prétexte de contrer les ambitions de la Chine dans le Pacifique, a littéralement soufflé sous le nez de la France; ou encore la question de la fourniture de gaz liquéfié américain, liée aux sanctions anti-russes dues à la guerre en Ukraine, pour lequel le ministre français de l'économie Le Maire a publiquement accusé les États-Unis de quadrupler son prix à l'exportation, gaz liquéfié qui par ailleurs doit être regazéifié et avec lequel l'Europe tente de remplacer le gaz russe. Dans les six premiers mois de 2022, les États-Unis auraient envoyé en Europe 68 % de leurs exportations de GNL (gaz naturel liquéfié), soit un total de 39 milliards de mètres cubes de méthane à regazéifier, en le soustrayant à l'Asie et l'Amérique latine. En fait, selon Reuters, le prix moyen du GNL américain en juillet était de 34 \$ par mmBtu (18) contre 30 \$ pour l'Asie et 6,12 \$ pour les États-Unis, soit déjà pratiquement le double de celui de 2021; mais en été, le prix a énormément augmenté pour l'Europe atteignant 60 \$ par mmBtu, et en septembre, le prix était encore de 57,8 \$ pour l'UE et de 8 \$ pour les États-Unis. Tout est fait pour alimenter les surprofits... Le ministre français avait toutes les raisons de se plaindre de son partenaire américain lorsqu'en octobre dernier, il a répété à l'Assemblée nationale à Paris ce que toutes les chancelleries européennes pensaient: «Il n'est pas question que nous laissons le conflit en Ukraine se solder par une domination économique américaine et un affaiblissement européen». Mais la loi du marché passe au-dessus des lamentations et, comme toujours, lorsqu'il y a pénurie d'un produit, ceux qui le possèdent peuvent le vendre au prix le plus élevé. À la bourse d'Amsterdam, référence européenne pour le commerce du gaz, son prix par smc (mètre cube standard) était de 0,219 € en avril 2021; en décembre 2021 (alors que les marchés craignaient déjà un affrontement armé entre la Russie et l'Ukraine), le prix avait été multiplié de plus que cinq fois, à 1,178 €, et depuis lors, avec des fluctuations normales, il n'a fait qu'augmenter en 2022: en mars 1,343 €, en juillet 1,837 €, en août 2,379 €, en septembre 2,019 €, pour descendre en décembre à 1,268 € (19). Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir profité de cette situation, la Norvège aussi (qui ne fait pas partie de l'UE) et qui, surtout depuis la fermeture des gazoducs Nord Stream 1 et Yamal qui transportaient le gaz russe vers

l'Europe, s'est trouvée tellement avantagée qu'elle a quadruplé ses exportations de gaz vers l'Europe. Et bien sûr, les accusations des brigands de Bruxelles aux brigands de Norvège de «cupidité excessive» n'ont pas manqué...

Mais la pression des États-Unis, profitant du fait que la guerre en Ukraine n'était pas menée comme une Blitzkrieg (guerre éclair) et que l'Ukraine de Zelensky agissait comme un pion de l'OTAN, même sans en faire officiellement partie, était telle que l'Union européenne a été conduite à promulguer une série de sanctions économiques de plus en plus importantes contre la Russie et à soutenir l'armée ukrainienne financièrement et par des fournitures militaires continues. La justification de propagande de cette implication européenne, on le sait, est qu'au danger d'une attaque militaire de la Russie contre l'Europe il fallait riposter par une forte réponse financière et armée, non pas en envoyant ses propres troupes comme en Afghanistan, mais en faisant faire la guerre par les Ukrainiens pour que leur «souveraineté nationale» soit restaurée. Cela se poursuit, bien que les fournitures militaires accordées jusqu'à présent à Zelensky ne soient pas à la hauteur des exigences de la riposte contre les troupes russes d'occupation et de leur défaite. La Blitzkrieg dont rêvaient les Russes s'est heurtée à une résistance ukrainienne sous-estimée et à un front anti-russe européen, finalement assez fort, malgré la très lourde pénalisation que subissaient les pays européens, surtout l'Allemagne et l'Italie, à cause de la diminution drastique ou de l'arrêt des livraisons de gaz et de pétrole russes. La pression de Washington a été telle qu'elle a réussi jusqu'à présent à faire plier l'Allemagne, la France et l'Italie sur ses directives anti-russes, même si certains plus que d'autres opposent encore une bonne résistance en termes de fourniture d'armements plus modernes et sophistiqués (chars, missiles, etc.). Malgré la pression constante des alliés européens et américains, la réticence de l'Allemagne à fournir à l'Ukraine des chars Leopard 2, internationalement considérés comme les plus modernes et adaptés à la guerre en campagne dans un territoire comme l'Ukraine, est désormais bien connue; tout comme la demande constante du gouvernement ukrainien d'utiliser l'aviation pour riposter à l'artillerie et aux missiles russes à longue portée avec lesquels les villes ukrainiennes, y compris Kiev, sont frappées. Mais jusqu'à présent, aucune puissance occidentale n'est prête à prendre la responsabilité de trop élever le niveau de confrontation avec la Russie, non seulement par crainte d'une réaction furieuse de Moscou avec l'utilisation des armes nucléaires tactiques pour l'instant seulement

agitée, mais aussi parce qu'aucun pays, peut-être même pas les États-Unis, n'est prêt aujourd'hui à supporter les coûts et les engagements d'une troisième guerre mondiale face à laquelle les alliances inter-impérialistes actuelles elles-mêmes ne sont pas assez stables, ni armées comme l'exigerait une guerre mondiale (20). D'autre part, on comprend pourquoi Zelensky parle aux Européens en suivant les indications et les intérêts américains: Washington a tout intérêt à affaiblir l'UE militairement et financièrement, car elle deviendrait le seul fournisseur d'armements modernes aux armées européennes, conditionnant ainsi pour leur équipement, leur formation et leurs pièces de rechange et contraignant les pays européens, l'Allemagne et la France surtout, à de gros investissements qui ne produiraient de nouveaux systèmes d'armes en quantités significatives qu'après plusieurs années. Sous le prétexte de la guerre que l'Ukraine mène contre la Russie pour défendre son territoire national, les États-Unis tentent une nouvelle agression contre l'Europe en l'affaiblissant militairement et économiquement, comme ils l'ont fait pendant la Seconde Guerre mondiale; l'objectif de Washington est de fortifier sa position en Europe pour contrer la croissance de la force impérialiste de la Chine avec les mains plus libres.

Lénine écrivait en 1916 que «*Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre*», et que «*les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » (...), ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances (...), que des « trêves » entre des guerres*», à savoir la forme «*d'une coalition impérialiste dressée contre une autre*» ou, reprenant le concept hypothétique avancée à l'époque par Kautsky sur l'ultra-impérialisme, celle «*d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes*» (21). Cette dernière hypothèse est extrêmement improbable dans le contexte des contrastes inter-impérialistes qui se sont développés historiquement au début du 20^{ème} siècle, mais n'est pas à exclure a priori et certainement à retenir dans le cas où la révolution prolétarienne gagne dans un grand pays impérialiste et, sur la base de cette victoire, procède à une révolution mondiale transformant la guerre impérialiste en guerre de classe révolutionnaire. Comme Marx l'a écrit en 1848, le terrain contre-révolutionnaire est en même temps un terrain révolutionnaire, non pas en raison d'une sorte de germination spontanée, mais parce que les facteurs économiques, politiques, sociaux et militaires qui déclenchent l'affrontement entre les États capitalistes, d'autant plus à l'époque impérialiste, bouleversent aussi profondément les

rapports sociaux entre les classes dans chaque pays, élevant le niveau de la lutte entre les classes, une lutte qui couve en permanence sous la pression et l'oppression bourgeoises, la rendant potentiellement révolutionnaire lorsqu'elle est influencée et guidée par le parti de classe.

Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de signes de reprise de la lutte de classe du prolétariat, ni dans les pays impérialistes qui s'affrontent pour le partage du monde, ni dans les pays dominés et opprimés par les nations plus fortes; une lutte qui rendrait plus claire la perspective révolutionnaire de la lutte de classe. Au contraire, on assiste à une crise prolongée du mouvement ouvrier sous tous les cieux, une crise qui a complètement effacé dans les générations prolétariennes les plus récentes tout souvenir, toute tradition des luttes de classe du passé, les repoussant dans les formes les plus dures d'asservissement et d'esclavage inimaginables il y a cent ans. De cet abîme dans lequel il s'est plongé, le prolétariat ne pourra ressortir que par la lutte primordiale pour la vie ou la mort, en refusant de se laisser tuer pour garantir la vie de ses esclavagistes, de ses oppresseurs, de ses exploités, et en effaçant de son horizon toute illusion de la paix, de la démocratie, de la civilisation, que les pouvoirs bourgeois alimentent à pleines mains dans le seul but de les maintenir soumis et asservis afin d'exploiter en permanence leur force de travail et de pouvoir les transformer en chair à canon chaque fois que des crises économiques et sociales secouent la société de fond en comble.

Les prolétaires russes et ukrainiens qui ont tenté d'échapper à l'appel à la guerre en se cachant ou en fuyant vers d'autres pays, ou qui ont exprimé leur opposition à la guerre à certaines occasions, si d'un côté ils ont montré leur opposition personnelle à la guerre, de l'autre ils ont inévitablement montré la désorientation et l'isolement total dans lesquels ils se trouvaient. Désorientation et isolement provoqués justement par des décennies de collaborationnisme interclassiste des organisations économiques et politiques qui se réfèrent au prolétariat, par lesquelles passent toutes les illusions sur la possibilité d'améliorer ses conditions d'existence autrement qu'en agissant et pensant comme le veut, ou l'oblige, la classe dominante bourgeoise. Faire perdre au prolétariat la caractéristique reconnue d'une classe distincte de toutes les autres, avec ses intérêts propres et antagonistes à ceux des autres classes, est exactement l'objectif que toute classe dominante veut atteindre; et pour l'atteindre, elle utilise non seulement des «politiques sociales» qui en quelque sorte font taire les besoins les plus élémentaires de

la classe ouvrière, mais aussi des politiques qui renforcent le contrôle social et rattachent à vie le prolétariat au wagon bourgeois. C'est en quelque sorte la vieille politique de la carotte et du bâton, c'est-à-dire l'alternance de bonnes et de mauvaises manières pour obtenir un résultat qui ne serait jamais atteint par la seule persuasion. Pour tout dire, même si les soldats sont assurés de recevoir un repas, les mesures répressives sont également garanties s'ils ne suivent pas les ordres... Par conséquent, la paix de l'estomac dépend du corps entier sacrifié à la guerre... Naturellement, entre également en jeu l'implication idéologique avec laquelle les bonnes et, surtout, les mauvaises manières sont justifiées.

Et dans le cas de cette guerre, les nationalismes respectifs ont une fois de plus joué un rôle important. Le nationalisme n'est pas en contradiction avec l'impérialisme, ni la libre concurrence non plus; seulement, le niveau de concurrence se relève entre le nationalisme des pays impérialistes plus forts et le nationalisme des pays plus faibles, de sorte que le nationalisme des pays plus faibles est absorbé par le nationalisme du pays plus fort et, en même temps, le nourrit. Un peu comme le nationalisme ukrainien envers les pays de l'Union européenne dans cette sorte de multinationalisme que les différents pays européens utilisent pour justifier leur alliance économique, financière et politique concernant les problèmes politiques intérieurs de chaque pays et les relations avec leur allié le plus fort et le plus intrusif, les États-Unis d'Amérique. A l'approche d'une troisième guerre mondiale, le nationalisme jouera même un rôle important; dans ce cas, comme et même plus encore, dans le cas des deuxième et première guerres impérialistes mondiales, chaque pays de l'une et l'autre coalition impérialiste qui se feront la guerre, et le nationalisme des pays moins décisifs - comme leur économie - seront au service du nationalisme du ou des pays les plus forts; la dépendance économique et militaire dans la conduite de la guerre décide quel rôle chaque pays de la coalition respective doit jouer, et quel rôle il pourra jouer à la fin de la guerre lorsque la division du monde subira les changements que les nouveaux rapports de force établiront.

Aujourd'hui, le cadre du monde se présente avec un développement progressif des conflits entre l'OTAN et la Russie, sans oublier qu'au sein de l'OTAN, alors que le Royaume-Uni se comporte désormais comme un appendice des États-Unis, le point d'interrogation le plus fort concerne toujours l'Allemagne, et un autre point d'inter-

(Suite en page 18)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle? (2)

(Suite de la page 17)

rogation concerne la Hongrie, qui depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, «rame contre» les sanctions européennes et dernièrement, s'est clairement opposée au nouveau prêt de l'UE pour l'Ukraine de 18 milliards d'euros pour 2023. Selon les données des médias, l'engagement de l'Union européenne - de facto dirigée par l'Allemagne - en soutien à la guerre de l'Ukraine contre la Russie, sur le plan financier, militaire et humanitaire, aurait dépassé celui des États-Unis au 7 décembre 2022: 52 milliards d'euros (y compris les 18 milliards d'euros prévus pour 2023, auxquels la Hongrie s'oppose toutefois) contre 48 milliards d'euros pour les États-Unis. Parmi les 27 États membres de l'UE, c'est l'Allemagne qui a le plus investi jusqu'à présent, soit 12,6 milliards d'euros (principalement sur le plan financier); même en termes militaires, avec 2,3 milliards d'euros, elle est le pays européen qui a le plus investi jusqu'à présent, contre la Pologne avec 1,8 milliard, la Norvège avec 0,6 milliard, la Suède avec 0,6 milliard, et l'Italie avec 0,3 milliard (22). Comme toujours, entre le moment où les engagements sont pris et leur mise en œuvre effective beaucoup de temps s'écoule; il est donc logique que Zelensky continue d'insister pour que les Européens et les États-Unis accélèrent l'envoi d'armes de plus en plus sophistiquées et de fonds pour faire face à la destruction des infrastructures énergétiques et hydrauliques causée par les bombardements russes. Lors de la conférence internationale de Paris pour la solidarité avec l'Ukraine en décembre 2022, présidée par Macron et en liaison visioconférence avec Zelensky, la France, qui récemment a été l'un des principaux investisseurs européens en Ukraine et qui jusqu'à présent n'a pas excellé dans l'aide militaire, a rallié plus de 700 entreprises françaises en promettant 1 milliard d'euros pour la reconstruction de l'Ukraine: évidemment comme tout le monde, en lorgnant sur les affaires d'après-guerre... Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le ministre français de la Défense, M. Lecornu, s'est rendu en Lituanie après sa visite à Kiev, fin décembre, pour conclure la vente de canons «Caesar Mark II» pour un montant de 110 à 150 millions de dollars (23).

(13) Il est fait référence à l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 par un nation-

naliste serbe, Gavrilo Princip. François-Ferdinand était l'héritier de l'Empire austro-hongrois et amené à prendre la succession de François-Joseph. Cette période du début du XX^e siècle, dans cette région de l'Est européen et surtout des Balkans, est secouée par de profonds bouleversements des rapports de forces entre les nations dominantes. La Serbie, débarrassée du joug ottoman, mais tombée dans les griffes de l'Empire austro-hongrois, tentait de lui échapper, d'arracher son indépendance nationale et de s'affirmer comme nouvelle puissance conquérante locale. Dans cette perspective fondée sur le panslavisme, elle orientera son alliance vers la Russie, elle-même opposée aux empires allemands et austro-hongrois et alliée avec la France pour contenir la puissance germanique. La France et la Russie, dans les discours allemand et austro-hongrois pour justifier la guerre, seront donc présentées comme nation et empire hostiles et belliqueux, appuyant la Serbie dans son conflit avec l'Autriche-Hongrie et donc menaçant les intérêts fondamentaux des empires des kaisers Guillaume II et de François-Joseph. C'est donc cet événement de l'assassinat de François-Ferdinand qui a été exploité historiquement d'un côté des brigands pour justifier l'initiative militaire contre les pays soutenant la Serbie et de l'autre côté des brigands pour désigner un «agresseur» contraignant à déclarer une «juste guerre» de défense. La réalité c'est que le capitalisme sécrète à longueur d'histoire les antagonismes insurmontables entre les impérialismes grands ou petits, provoquant des réseaux d'alliances changeant au gré de l'évolution des intérêts particuliers des uns et des autres pour un jour se stabiliser le temps d'une guerre salvatrice pour le capital et destructrice pour le prolétariat, et il y a toujours un archiduc assassiné pour la justifier.

(14) Cf. discours du 8 mars 1983 tenu à la Convention annuelle de la *National Association of Evangelicals*; voir: *Ronald Reagan, Remarks at the Annual Convention of the National Association of Evangelicals in Orlando, Florida, su reagan.utexas.edu, 1983*. Dans ce discours, le président américain, s'adressant précisément à l'Association évangélique, a déclaré ce qui suit: «Dans vos discussions concernant le gel de l'arsenal nucléaire, je vous exhorte à vous prémunir contre la tentation de l'orgueil - la tentation de vous déclarer sereinement au-dessus de tout et de qualifier les deux partis dans l'égale erreur; la tentation d'ignorer les faits historiques, les impulsions agressives d'un empire du mal, en qualifiant la course aux armements de «grand malentendu», et d'éluder

ainsi la lutte entre le juste et l'injuste, entre le bien et le mal.» Selon John Lewis Gaddis, historien de la «guerre froide»: «Le discours de l'«empire du mal» a complété une offensive rhétorique destinée à mettre en évidence ce que Reagan voyait comme l'erreur centrale de la *détente*: l'idée que l'Union soviétique avait mérité une légitimité géopolitique, idéologique, économique et morale égale à celle des États-Unis et des autres démocraties occidentales au sein du système international de l'après-Second Guerre mondiale». (Cf. John Lewis Gaddis, *La guerre froide*, éd. Les Belles Lettres).

(15) Cf. *Perché la guerra fa bene all'economia* (Pourquoi la guerre est bonne pour l'économie), décembre 2001, http://www.proteo.rdbcub.it/articolo.php?id_articolo=159&artsuite=.

(16) Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, «Œuvres complètes», vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 318.

(17) Cf. <https://it.ambafrance.org>, Déclaration du Président de la République française du 1er décembre 2022.

(18) Cf. <https://tg24.sky.it/mondo/2022/10/12/gas-prezzo-francia-usa-accuse>. Le gaz naturel est mesuré en mètres cubes (à partir des mesures anglaises pour son volume en pieds cubes). 1000 Btu correspondent à un pied cube de gaz naturel; un mètre cube correspond à 35,315 pieds cubes, donc il y a 35.315 Btu par mètre cube. Un mBtu correspond à 1 million de Btu.

(19) Données de *European Gas Spot Index*, <https://luce-gas.it/guida/mercato/ttf-gas>, du 9 janvier 2023.

(20) En ce qui concerne les chars que l'Ukraine demande avec insistance, la question soulève de nombreux problèmes critiques «*parmi lesquels se détache, tout d'abord, le fait que l'Europe ne dispose à peine assez de chars pour équiper les quelques divisions de ses armées*», peut-on lire sur <https://www.analisidifesa.it/2023/01/leuropa-fornira-allucraina-carri-armati-e-missili-che-non-ha>.

(21) Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, «Œuvres complètes», vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 318.

(22) Cf. <https://euractiv.it/section/capitali/news/lopposizione-dellungheria-al-prestito-ue-per-lucraiba-raf-forza-le-critiche-afferma-il-ministro-agli-affari-europei-della-repubblica-ccca/>, du 16 novembre 2022; et <https://www.startmag.it/mondo/tra-ue-e-nato-chi-sta-aiutando-di-piu-lucraina-con-armi-sostegno-finanziario-e-umanitario/>, du 11 janvier 2023.

(23) Cf. <https://it.euronews.com/2022/12/29/soldi-e-cannoni-francesi-per-lucraina-lavrov-kiev-riconosca-le-regioni-annesse-alla-russia>

Brésil: 100 jours de gouvernement Lula au service du capitalisme

Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, vient de fêter ses cent premiers jours à la présidence du Brésil avec un voyage en Chine accompagné d'une centaine de capitalistes : en renouant avec ce pays il est allé avant tout défendre les intérêts du capitalisme brésilien, la Chine étant devant les Etats-Unis le premier partenaire économique du Brésil.

L'élection de Lula à un troisième mandat à la présidence avait bien évidemment déchaîné l'enthousiasme de ses partisans du PT (Parti du Travail) ; elle avait aussi été saluée par les forces de gauche et d'extrême gauche en Amérique Latine et dans le reste du monde comme une grande victoire pour les travailleurs brésiliens et la gauche dans le monde et un même un encouragement pour les travailleurs des autres pays.

Cependant il n'était pas besoin d'être très perspicace pour constater que cette « victoire historique » de la « démocratie » sur le « fasciste » Bolsonaro, le président sortant, était bien relative : Lula ne l'a en effet emporté que de justesse (50,9% des voix contre 49,1%), tandis qu'aux élections parlementaires qui ont eu lieu au même moment, ce sont les « bolsonaristes » qui ont gagné avec 16,5 % des suffrages (99 députés) alors que la coalition électorale autour du PT n'en recueillait qu'un peu moins de 14% (80 députés). De même pour les élections sénatoriales et des Gouverneurs.

Mais surtout il était certain que l'arrivée au pouvoir de Lula n'allait pas apporter grand-chose aux prolétaires ; il avait choisi comme vice-président Alckmin, une personnalité politique issue de la grande bourgeoisie, catholique réactionnaire, lié aux milieux financiers.

Ce choix ne devait rien au hasard ; Lula n'a réussi à l'emporter que parce qu'il a pu convaincre les cercles capitalistes les plus influents, déçus de la mandature de Bolsonaro, qu'il était le mieux à même de défendre leurs intérêts et ceux du capitalisme brésilien en général, à l'intérieur comme au plan international. Il a multiplié les gestes en direction du secteur agro industriel (opposition aux occupations de terres par les paysans sans-terre, etc) (1), l'un des soutiens les plus fermes de Bolsonaro, des milieux religieux (en s'affirmant en particulier opposé à l'avortement et à toute modification de la loi qui l'interdit), et de l'armée.

Les émeutes du 8 janvier, lorsque des bandes de partisans de l'ancien président d'extrême droite attaquèrent di-

vers bâtiments officiels de la capitale Brasilia avec la complicité de certains corps de police, ont démontré, s'il le fallait, que la bourgeoisie dans son ensemble et les institutions étatiques ne voyaient pas une menace dans l'accession de Lula à la présidence ; les élus Bolsonaristes condamnèrent eux aussi pour la plupart ces émeutes incohérentes à la Trump.

Lula jouissait d'une forte popularité parmi les milieux populaires grâce aux mesures sociales prises lors de ses mandats précédents et que Bolsonaro avaient supprimées ou réduites en raison de leur coût pour les finances publiques. Ces mesures concédées aux masses pauvres n'étaient en fait que des miettes du boum économique de l'époque ; la situation économique du Brésil est bien différente aujourd'hui dans une situation de crise internationale et Lula s'est engagé auprès des milieux financiers à dépenser le moins possible sur le plan social ; son gouvernement a sans doute rétabli la « *bolsa familia* » (prestations familiales notamment pour les enfants de moins de 6 ans) pour près de 22 millions de famille, et augmenté le salaire minimum. Mais ces mesures ne sont guère plus que de la poudre aux yeux : le salaire minimum a été augmenté de 1,3% alors que l'inflation est officiellement de 6% et les prestations familiales d'une centaine de dollars ne pourront répondre au taux de pauvreté qui a explosé lors de l'épidémie de covid-19 (50 millions de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour) faisant réapparaître le spectre de la famine : plus de 33 millions de personnes ne mangeraient pas à leur faim et 59% de la population ne s'alimenterait pas correctement ! Le gouvernement Lula a répondu à cette situation... en rétablissant le CONSEA (Conseil national pour la souveraineté alimentaire et nutritionnelle), un organisme consultatif chargé de suivre la question...

Par ailleurs le gouvernement a refusé de revenir sur les « réformes » anti-ouvrières et antisociales du code du travail et de la Sécurité Sociale prises sous Bolsonaro.

NI BOLSONARO, NI LULA !

Les prolétaires brésiliens ne peuvent donc rien attendre de Lula et de son gouvernement, qui est au service des capitalistes – les deux ministres « de gauche » du Parti Communiste (PC do B) et du PSOL (Parti Socialisme et Liber-

té, où se trouvent plusieurs courants trotskystes) ne sont à que pour tenter de dissimuler son orientation intégralement pro-capitaliste. Ils ne peuvent rien attendre non plus des syndicats collaborationnistes comme le CUT lié au gouvernement qui vient de saboter la grève sauvage de plus de 4000 travailleurs de la maintenance à la raffinerie Petrobras à Canoas.

Dans les luttes inévitables qui les attendent ils devront se défier aussi de tous les faux amis qui les ont appelés à soutenir Lula, au nom de la lutte contre Bolsonaro, et qui demain tenteront encore de les égarer.

En s'appuyant sur leurs traditions de lutte ils devront trouver la voie de la lutte indépendante de classe contre les capitalistes et leurs gouvernements qui, quelles que soient leurs couleurs politiques, administrent l'Etat bourgeois à abattre. Cela ne pourra se faire du jour au lendemain, il y aura beaucoup de difficultés à surmonter dans cette voie, mais il n'y a pas d'autre alternative.

20/04/2023

(1) Le 30 mars son ministre de l'agriculture, Carlos Favaro (un homme de l'agro-industrie), a condamné des récentes occupations de terres par le MST (« Mouvement des Travailleurs Sans-terres », lié au PT) en déclarant que l'occupation des terres était un acte « abominable »

Visitez notre site internet:
<https://www.pcint.org>



Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «programa comunista»
- «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire»
- «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Venezuela Une seule issue pour les prolétaires: la lutte des classes

Depuis janvier de cette année, les grèves et les manifestations de rue se sont multipliées au Venezuela, principalement organisées par les travailleurs de l'éducation. Les slogans des manifestations tournent autour des salaires : «*le dollar monte, les salaires baissent, la faim avance*» ; «*Et toi, Maduro, président des travailleurs, combien gagnes-tu ?*» ; «*Salaires de misère, pensions de mort*».

Et ce n'est pas étonnant : selon l'agence Bloomberg, le salaire minimum réel au Venezuela était de 8 dollars en décembre et en janvier ne dépassait pas 6 dollars (!), de loin le salaire le plus bas d'Amérique latine. À cela s'ajoute l'hyperinflation qui, selon les chiffres du gouvernement, atteint 234 %, incomparable certes à celle de 2018, qui a atteint 130.000 %, mais qui reste toutefois après le Soudan, la plus élevée du monde. D'autre part, la Banque mondiale estime que les personnes qui survivent avec moins de 2,15 dollars par jour sont en situation d'extrême pauvreté... Il n'y a pas de mots pour qualifier cela.

D'autre part, le gouvernement promet l'idée que «*le Venezuela va mieux*», mais pour l'économiste M. Sutherland «*si le Venezuela croît au même rythme que celui annoncé par Maduro en 2021, c'est-à-dire 5%, il faudra 32 ans pour retrouver l'économie de 2013*». Il est plus que probable que cette reprise ne profitera pas aux classes pauvres de la société vénézuélienne. Selon Encovi-Venezuela (Encuesta Nacional sobre Condiciones de Vida), une organisation citée par le New York Times, «*...pour la première fois en sept ans, la pauvreté diminue : la moitié du pays vit dans la pauvreté, contre 65 % en 2021*». Comme l'illustre le journal nord-américain, «*beaucoup survivent avec l'équivalent de quelques dollars par jour, et les employés du secteur public sont descendus dans la rue pour protester contre les bas salaires*»... Mais l'enquête, toujours selon le NYT, a également révélé que «*les Vénézuéliens les plus riches sont 70 fois plus riches que les plus pauvres, ce qui place le pays au même niveau que certains pays d'Afrique qui affichent les taux d'inégalité les plus élevés au monde*».

Cette terrible inégalité est l'une des conditions exigées par les institutions bourgeoises, surtout américaines, pour que le gouvernement Maduro reste au pouvoir, avec une paix sociale faible, mais sans comparaison avec celle d'il y a 3 ans. C'est la raison fondamentale de la désintégration de l'opposition bourgeoise, qui a abandonné en décembre sa marionnette de «président autopro-

clamé», M. Guaidó, devenu plus impopulaire que Maduro, notamment en raison de la gestion frauduleuse des ressources fournies par l'Union européenne et les États-Unis. Il ne pouvait en être autrement !

Les manifestations ont surpris le gouvernement, et les manifestants eux-mêmes, qui avant l'appel à manifester, ne s'attendaient pas à voir autant de travailleurs dans les rues. Mais le mécontentement s'étend : à Ciudad Guayana, principal centre d'industrie lourde du pays, qui souffre aujourd'hui de baisses de production faute de moyens pour assurer la maintenance et la modernisation, les travailleurs de Sidor, principale entreprise aux mains de l'Etat chaviste, aidés par des travailleurs d'autres secteurs de la région, sont descendus dans la rue pour réclamer de meilleurs salaires et le respect des acquis contractuels. Une douzaine de militants ouvriers ont été emprisonnés et accusés de sédition (tout le sud-est du Venezuela est une zone de sécurité), mais grâce à la pression des travailleurs, ils ont été rapidement libérés. Le secteur de la santé, dont la résistance pendant plusieurs années a sauvé l'honneur des prolétaires de ce pays, s'est également mobilisé, ainsi que les travailleurs du pétrole, les fonctionnaires et les retraités pour les mêmes raisons : la faim et la misère.

Le 12 janvier, tous ces manifestants s'attendaient à entendre de la bouche du président Maduro, dans son message annuel, un avis positif sur leurs revendications. Mais il s'est contenté de dire qu'il ne pouvait pas encore augmenter le salaire minimum à cause du «blocus», c'est-à-dire des 900 sanctions économiques imposées par les États-Unis au pays caribéen; mais il faut dire que ces sanctions et la pression exercée sur Caracas ont suffisamment diminuées, pour que l'on puisse commercer davantage de pétrole, principale source de devises du Venezuela. Il ne fait aucun doute que ces sanctions ont durement touché la capacité et le potentiel économiques du Venezuela et qu'elles poussent le gouvernement à prendre des mesures au détriment de la grande majorité de la population. «*Nous sommes conscients et nous agissons*», a déclaré M. Maduro.

Le 23 janvier, date anniversaire de la célébration de la démocratie au Venezuela, les secteurs des travailleurs susmentionnés sont à nouveau descendus dans la rue par milliers dans tout le pays. Il n'y a pas eu de blessés, de morts ou d'arrestations, mais les forces de sécurité se sont mobilisées à grande échelle pour tenter d'empêcher les manifestants

de passer, et les secteurs chavistes ont proféré des menaces et organisé des contre-manifestations appelant à la défense de la patrie contre le joug impérialiste: les manifestations chavistes se sont autoproclamées «rébellion anti-impérialiste», ce qui est un vulgaire chantage, comme si, au nom de la patrie, il fallait souffrir de la faim et de la misère...

Dans cette situation complexe et difficile, où la bourgeoisie vénézuélienne s'enrichit avec la permission d'un parti qui se dit socialiste et où les prolétaires s'appauvrissent de façon phénoménale, les manifestations, les arrêts de travail et les grèves sont un bon signe qu'il faut saluer car ils sont la voie du salut pour les prolétaires : la lutte des classes.

24/03/2023

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Points de contact:
Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :
Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de France.

SOUSCRIPTION PERMANENTE
Deuxième liste 2023
Aix: 50,00 / BH: 20,00 / Joël: 100,00
/ Paris: 1000,00
Total liste: 1170,00
Total général: 2200,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.
«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.
«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.
«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.
Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**